

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

**Arrimage des concertations locales dans
sept domaines du développement social
2009-2010**

Territoire du Conseil local des intervenants
communautaires de Bordeaux-Cartierville

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

**Arrimage des concertations locales dans
sept domaines du développement social
2009-2010**

Territoire du Conseil local des intervenants
communautaires de Bordeaux-Cartierville

Une publication de la

Direction de santé publique

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal

1301, rue Sherbrooke Est

Montréal (Québec) H2L 1M3

Téléphone : 514 528-2400

www.dsp.santemontreal.qc.ca

Responsable du projet :

Michel Mongeon, adjoint au directeur de santé publique, Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal (ASSSM)

Coordination de la collecte de données et de la réalisation des portraits pour la région de Montréal :

Marie-Martine Fortier, conseillère en promotion de la santé, Bureau de direction, Direction de santé publique (ASSSM)

Réalisation du portrait pour le territoire du Conseil local des intervenants communautaires de Bordeaux-Cartierville :

Suzanne Deshaies, agente de planification, de programmation et de recherche, CSSS de Bordeaux-Cartierville–Saint-Laurent-CAU et Marie-Martine Fortier, conseillère en promotion de la santé, Direction de santé publique (ASSSM), avec la collaboration de Danielle Thériault, adjointe à la direction de la prévention, des services généraux et spécifiques, CSSS de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent ainsi que Dorothée Lacroix et Sandra Lalancette, organisatrices communautaires, CSSS de Bordeaux-Cartierville–Saint-Laurent

Conseillère scientifique :

Angèle Bilodeau, chercheure, Direction de santé publique (ASSSM)

©Direction de santé publique

Agence de la santé et des services sociaux de Montréal (2013)

Tous droits réservés

ISBN 978-2-89673-281-4 (ensemble)

ISBN 978-2-89673-286-9 (PDF vol. 5)

Dépôt légal-Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2013

Dépôt légal Bibliothèques et Archives du Canada, 2013

Remerciements

Nous tenons à remercier de façon particulière les personnes qui ont donné généreusement de leur temps lors de différentes rencontres pour nous transmettre leurs suggestions, valider et compléter les informations, et expérimenter les outils et les méthodes (projet pilote) :

Lisanne Archambault, conseillère cadre en santé publique au CSSS de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent

Alex Battaglini, adjoint à la direction de la qualité et de la mission universitaire, CSSS de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent

Laurence Defressine, directrice du projet Un milieu ouvert sur ses écoles, Table de concertation jeunesse de Bordeaux-Cartierville

Nathalie Fortin, directrice, Conseil local des intervenants communautaires (CLIC) de Bordeaux-Cartierville (pour une partie de la collecte des données)

Georges Fournier, conseiller cadre en santé publique, CSSS de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent

Dorothée Lacroix, organisatrice communautaire, CSSS de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent

Sandra Lalancette, coordonnatrice de l'équipe d'organismes communautaires, CSSS de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent

Julie Nicolas, étudiante au doctorat, CSSS de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent

Julie Paquette, coordonnatrice des activités d'enseignement, CSSS de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent

Danielle Thériault, adjointe à la direction de la prévention, des services généraux et spécifiques, CSSS de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent

Nous remercions également les personnes suivantes pour leur participation à différentes étapes du projet :

Outil de collecte de données :

Version initiale : Marthe Laurin, agente de planification, de programmation et de recherche, Direction de santé publique (ASSSM). Nous remercions également les représentants des CSSS, des tables de quartier, des partenaires régionaux (Centraide du Grand Montréal, Québec en forme, Ville de Montréal) et les professionnels de la Direction de santé publique qui ont participé à la validation des différentes versions de l'outil de collecte de données.

Inscription ou transmission de données lors de différentes étapes du projet :

Manon Boily, organisatrice communautaire, CSSS de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent

Georges Fournier, conseiller cadre en santé publique, CSSS de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent

Chantal Grandchamp, directrice territoire de Montréal et Claude Lavoie, agente régionale, Québec en forme

Daniel Labesse, agent de planification, de programmation et de recherche, Direction de santé publique (ASSSM)

Dorothée Lacroix, organisatrice communautaire, CSSS de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent

Sandra Lalancette, coordonnatrice de l'équipe d'organismes communautaires, CSSS de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent

Joaquina Pires, conseillère en développement communautaire, Ville de Montréal, Entente entre le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) et la Ville de Montréal en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (Contrat de ville 2003-2008)

Jacques Savard, conseiller en développement communautaire, Direction de la diversité sociale, Ville de Montréal

Carte et données populationnelles du territoire :

Collectif Quartier : Geneviève Giasson, coordonnatrice et Isabelle Lépine, chargée de projet Géomatique, Direction de la diversité sociale, Ville de Montréal

Révision

Louise Hamel, agente de planification, de programmation et de recherche, Bureau de direction, Direction de santé publique (ASSSM)

Catherine Schick, agente d'information, Direction de santé publique (ASSSM)

Mise en page et secrétariat

Gwladys Benito, Cinthia Crispin-Saumure, Isabelle Mazurier, Jodie Ng et Charles Tétrault, Direction de santé publique (ASSSM)

Enfin, nous désirons remercier les membres du Comité régional de planification DSP/CSSS pour la mise à jour des plans locaux et du plan régional de santé publique 2010-2015 pour leur collaboration au développement et à la mise en œuvre du projet.

Mot du directeur

Le développement des communautés, combiné à l'amélioration des politiques publiques, est une stratégie privilégiée pour contrer les inégalités sociales de santé, pierre angulaire du Plan régional de santé publique 2010-2015.

Faisant partie intégrante des plans d'action locaux des CSSS et du plan régional de santé publique, la réalisation des portraits sur les arrimages des concertations locales a pour objectifs de mieux documenter et de mieux comprendre la mise en œuvre de cette stratégie et des mesures de santé publique faisant appel à la mobilisation des communautés. Nous serons en mesure, par la suite, de mieux les soutenir pour qu'elles puissent atteindre leurs objectifs.

Ce portrait porte sur la communauté de Bordeaux-Cartierville. Il met en lumière les efforts considérables déployés pour le développement de cette communauté et l'amélioration de la qualité et des conditions de vie de sa population. Malgré la complexité des réseaux locaux, ce portrait permet de prendre conscience de la richesse des collaborations pour les questions de développement social.

Je souhaite que cet outil puisse être utile au CSSS de Bordeaux-Cartierville - Saint-Laurent et aux instances locales de concertation dans leurs travaux ou leurs analyses sur les arrimages. J'ose espérer qu'il contribuera à une réflexion visant à mieux soutenir le développement des communautés et ainsi lutter contre les inégalités sociales de santé.

Bonne lecture!

Le directeur de santé publique,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Richard Massé', written in a cursive style.

Richard Massé, M.D.

Table des matières

REMERCIEMENTS	5
MOT DU DIRECTEUR.....	7
TABLE DES MATIÈRES	8
INTRODUCTION.....	9
PREMIÈRE PARTIE : VUE D'ENSEMBLE DU TERRITOIRE	12
<i>1. Description du territoire.....</i>	<i>12</i>
<i>2. Vue d'ensemble des instances de concertation de bordeaux-cartierville</i>	<i>13</i>
<i>3. Analyse des arrimages du territoire de bordeaux-cartierville.....</i>	<i>14</i>
DEUXIÈME PARTIE : PORTRAIT DES ARRIMAGES PAR DOMAINE DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL.....	20
<i>4. Développement économique : actions collectives et liens dynamiques entre les instances</i>	<i>20</i>
<i>5. Éducation : actions collectives et liens dynamiques entre les instances.....</i>	<i>23</i>
<i>6. Logement : actions collectives et liens dynamiques entre les instances.....</i>	<i>26</i>
<i>7. Transport : actions collectives et liens dynamiques entre les instances</i>	<i>29</i>
<i>8. Aménagement-environnement : actions collectives et liens dynamiques entre les instances.....</i>	<i>32</i>
<i>9. Sécurité alimentaire : actions collectives et liens dynamiques entre les instances.....</i>	<i>35</i>
10. Vie communautaire et de quartier : actions collectives et liens dynamiques entre les instances	38
CONCLUSION	41
<i>Annexe I : Guide d'accompagnement pour soutenir la réflexion.....</i>	<i>43</i>
<i>Annexe II : Principales sources d'information.....</i>	<i>44</i>
<i>Annexe III : Tableau-synthèse - perception de la participation des instances de concertation aux domaines du développement social en 2009-2010</i>	<i>45</i>
<i>Annexe IV : Tableau-synthèse - perception des principales contributions des initiatives et programmes de mobilisation en 2009-2010.....</i>	<i>46</i>
<i>Annexe V: Tableau-synthèse - démarches locales selon les domaines du développement social en 2009-2010</i>	<i>48</i>
<i>Annexe VI : Lexique.....</i>	<i>55</i>

Introduction

Ce portrait a été réalisé dans le cadre d'un projet mené par la Direction de santé publique (DSP) de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal (ASSSM) en collaboration avec certains CSSS de la région. Le projet a pour but de soutenir la mise en œuvre des plans d'action locaux (PAL) et du plan régional de santé publique 2010-2015. Il vise à contribuer, entre autres, à la réflexion sur l'arrimage des actions locales réalisées dans le cadre des mesures de santé publique avec les actions planifiées ou déjà en cours dans les milieux, dont celles soutenues par d'autres initiatives de mobilisation des communautés. La démarche pourra aussi favoriser une mise en œuvre des mesures prévues dans le PAL et un soutien aux actions des milieux en cohérence avec le développement des communautés locales.

Ce portrait pourra être utile également au territoire qui désirerait effectuer une réflexion sur les arrimages des concertations. Celui-ci ne prétend pas refléter toute la réalité de la concertation et toute la richesse des actions et des collaborations existantes. Cependant, il peut être conçu comme une première esquisse pouvant être bonifiée par le milieu et révisée périodiquement selon les besoins.

Le portrait couvre le territoire de la table de quartier. Il présente tout d'abord les principales caractéristiques du territoire ainsi qu'une vue d'ensemble des instances de concertation avec leurs liens structuraux. Il identifie par la suite, pour chaque domaine du développement social, les principales actions collectives menées ou celles ayant eu une incidence en 2009-2010, les stratégies de développement social mises en œuvre, les raisons sous-jacentes aux actions ainsi que les liens de collaboration entre les instances. Il fait état également de la perception de la participation des instances au développement de chaque domaine dans le territoire ainsi que des principales contributions des initiatives et programmes de mobilisation. Étant donné le mandat spécifique de la table de quartier en matière de développement social, la table de quartier et les instances qui lui sont structurellement rattachées apparaissent sous la forme ombragée dans les graphiques illustrant les liens structuraux et dynamiques entre les instances de concertation.

Le portrait comporte aussi une analyse globale des arrimages sous trois aspects. Premièrement, la construction d'une vision partagée réfère aux actions collectives de planification réalisées et à la contribution des instances. Deuxièmement, le faire – ensemble porte sur les instances et leurs actions collectives, l'émergence des actions, le type de contributions visées par les actions et les liens structuraux et dynamiques entre les instances. Troisièmement, l'analyse s'attarde à la contribution des programmes de financement au développement social dans le territoire. Pour une meilleure compréhension des termes et concepts utilisés, nous invitons le lecteur à consulter le lexique à l'Annexe VI du document. Il est à noter qu'une version synthèse du portrait est également disponible.

Principaux éléments de méthodologie :

Phase 1 : Élaboration de l'outil de collecte de données

Un premier outil de collecte de données a été élaboré et complété par une professionnelle de la DSP au printemps 2008 dans l'objectif de dresser un portrait des actions locales soutenues par des programmes régionaux (ou mesures de santé publique) faisant appel à la mobilisation des communautés et à l'action intersectorielle. L'objectif initial était de contribuer à la réflexion quant à leur potentiel d'arrimage. L'outil est inspiré du document Orientations et paramètres de gestion et d'évaluation de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local¹ où sont mentionnés les domaines relatifs à l'amélioration de la qualité et des conditions de vie.

L'outil a été présenté à des représentants de cinq CSSS et à cinq coordonnateurs de tables de quartier en août et septembre 2008. La démarche est alors jugée intéressante par les répondants qui demandent toutefois à ce que l'information recueillie à propos des concertations locales et de leurs actions soit plus pointue. L'outil est alors substantiellement modifié pour susciter une collecte plus détaillée, notamment par l'ajout de nouvelles catégories thématiques et par la déclinaison de chacune d'elles en sous-catégories pour en faciliter la complétion. De plus, des sections sont ajoutées pour permettre aux répondants d'apporter une série de précisions sur les sources des données de même que sur les données elles-mêmes, notamment afin de mieux spécifier les actions locales et les liens de collaboration existant entre les différentes instances locales. Cette deuxième version de l'outil est testée, en novembre 2008, auprès de deux organisatrices communautaires de deux CSSS et de trois autres coordonnateurs de tables de quartier n'ayant pas participé à la première validation. Elle est également soumise à différents partenaires, dont la Ville de Montréal, Québec en forme et Centraide du Grand Montréal et à quelques gestionnaires et professionnels de la DSP. D'autres modifications sont effectuées suite à ce test.

Phase 2 : Collecte de données

À partir de janvier 2009, l'outil est rempli par les différents répondants, à l'aide des bilans d'activités et des plans d'action des concertations locales et à partir de leur connaissance du milieu. Des portraits pilotes décrivant les actions collectives réalisées dans les territoires de quatre tables de quartier œuvrant sur les territoires de deux CSSS sont effectués. Ces portraits sont présentés aux représentants des CSSS et revus à la suite de leurs commentaires, deux d'entre eux sont ensuite validés auprès des coordonnatrices de tables de quartier.

À la suite de ces projets pilotes et pour les territoires suivants, la collecte de données et le processus de validation sont modifiés de sorte que les informations contenues dans les premières versions de l'outil de collecte de données sont plutôt discutées, bonifiées et validées lors de rencontres regroupant généralement le coordonnateur de la table de quartier, un conseiller en développement social de l'arrondissement et un ou des organisateurs communautaires du CSSS. Ce processus de cueillette de données a nécessité en moyenne six rencontres par territoire.

¹ Ville de Montréal, Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, Centraide du Grand Montréal et Coalition montréalaise des tables de quartier, Initiative montréalaise de soutien au développement social local, Orientations et paramètres de gestion et d'évaluation, 2006, p.9.

Les données recueillies ont tout d'abord été analysées selon une méthode inductive et descriptive faisant ressortir les différents concepts et leurs dimensions, tels qu'énoncés par les personnes rencontrées. Les dimensions répétées par plusieurs interlocuteurs ont permis de développer des descripteurs. L'analyse a permis de faire ressortir une trentaine de descripteurs regroupés en trois catégories d'analyse : 1) les caractéristiques des acteurs du développement social local; 2) les caractéristiques des actions collectives développées par ces acteurs; et 3) les liens que ces acteurs entretiennent entre eux. La lecture de l'analyse globale des arrimages pour le territoire de Bordeaux-Cartierville a été effectuée par des professionnels du CSSS. Les personnes qui ont collaboré à la démarche de collecte et de validation des données pour le territoire sont mentionnées au début du document.

Première partie : vue d'ensemble du territoire

I. Description du territoire

STATISTIQUES DU TERRITOIRE (source : Outil Atlas des quartiers, Collectif Quartier, consulté le 22 mars 2010)

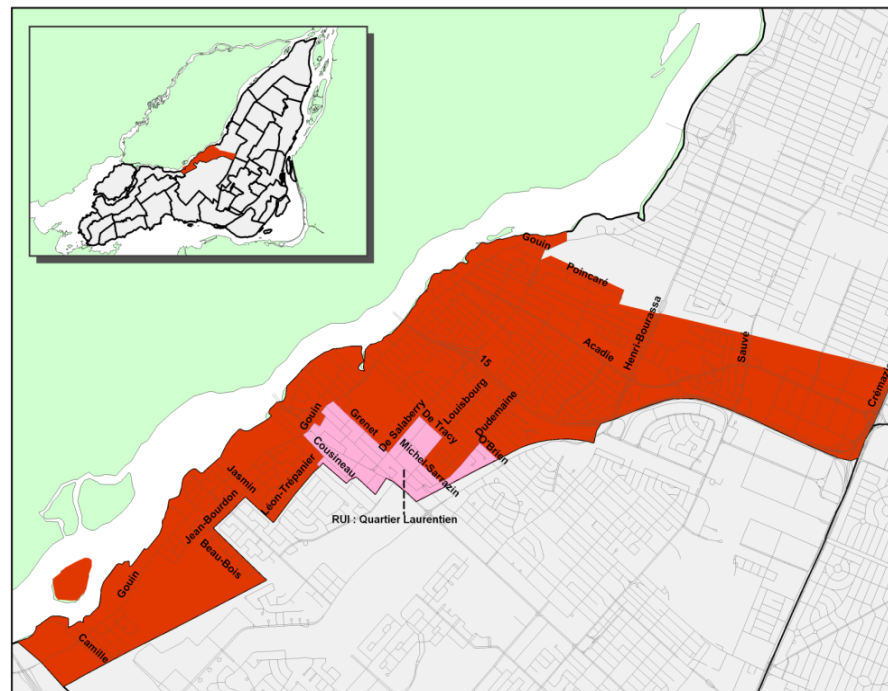
- Population totale : 49 499
- Proportion de personnes de moins de 15 ans : 17 %
- Proportion de personnes de 65 ans et plus : 18 %
- Proportion de familles monoparentales : 18 %
- Proportion de ménages locataires : 58 %
- Proportion de ménages locataires consacrant 30 % et plus du revenu au loyer : 42 %
- Proportion de la population de 24 à 65 ans ayant une scolarité inférieure à la 9^e année : 14 %
- Taux d'emploi de la population de 15 ans et plus : 50,7 %
- Taux de chômage de la population de 15 ans et plus : 11,9 %
- Proportion des personnes avec un revenu inférieur à 10 000 \$ par année : 23 %
- Proportion de personnes ayant une citoyenneté autre que canadienne : 17 %
- Proportion de la population dont la langue maternelle est autre que le français ou l'anglais : 55 %
- Proportion d'immigrants (arrivés entre 2001 et 2006) : 27 %

HISTORIQUE ET PARCOURS DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

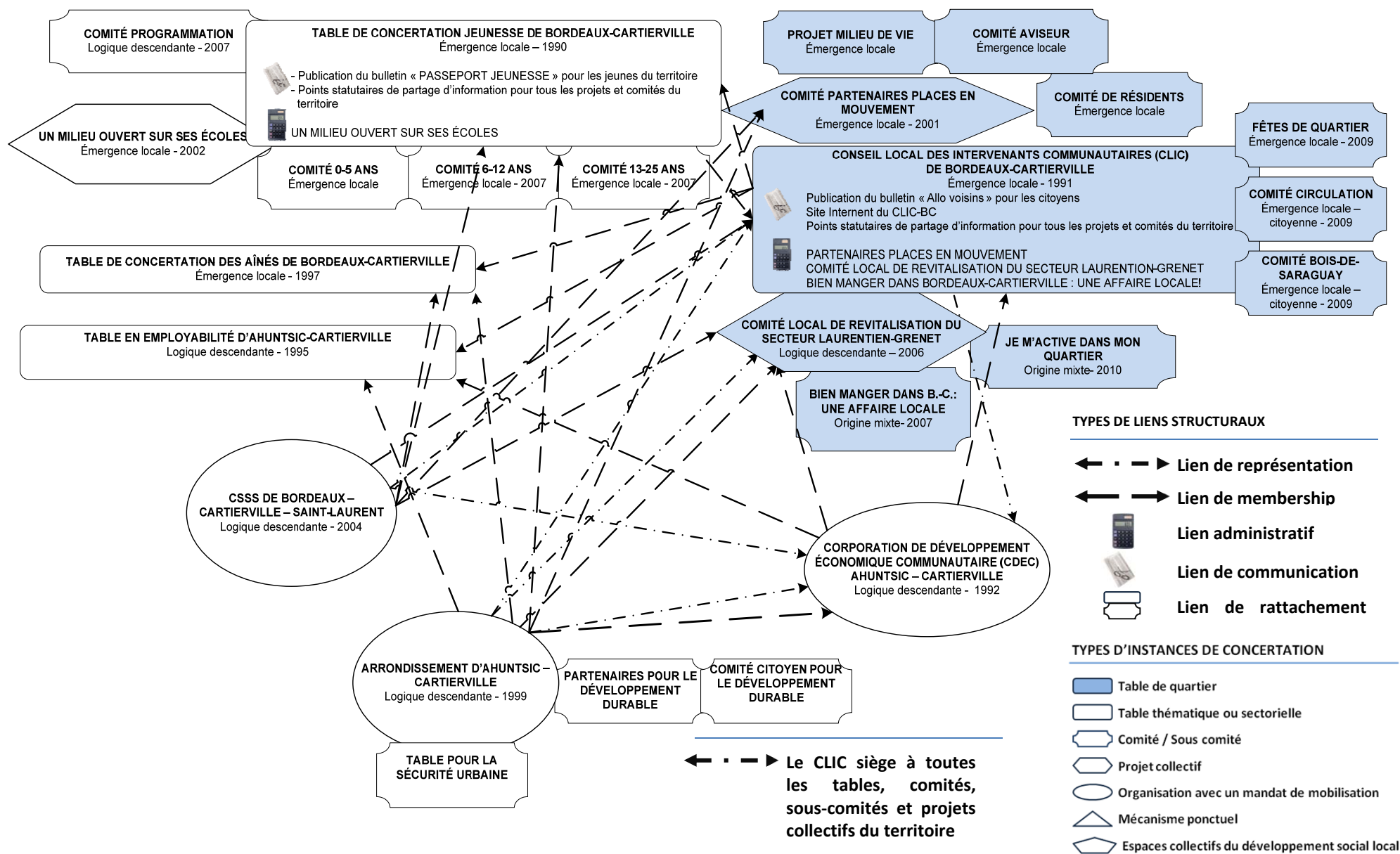
À partir du début des années 1990, les domaines de la vie communautaire et de quartier et de l'éducation sont travaillés collectivement. En 1995, le développement économique est investi principalement pour agir sur la problématique locale de l'emploi suivi par le domaine du logement en 1997. Viennent ensuite les actions collectives en sécurité alimentaire (2003), en transport et en aménagement-environnement (2005) travaillés dans une perspective de développement social.

Le Conseil des intervenants communautaires (CLIC) de Bordeaux-Cartierville, mis sur pied en 1991, est la table de quartier de ce territoire. Plusieurs instances et projets collectifs s'y rattachent. Le territoire compte aussi d'autres acteurs importants du développement social local, notamment la Table jeunesse de Bordeaux-Cartierville à laquelle sont rattachées plusieurs instances et le projet collectif *Un milieu ouvert sur ses écoles*, l'arrondissement d'Ahun-sic-Cartierville, le CSSS de Bordeaux-Cartierville–Saint-Laurent et la Corporation de développement économique communautaire (CDEC) Ahun-sic-Cartierville.

CARTE DU TERRITOIRE ; (Source ; Collectif Quartier)



2. Vue d'ensemble des instances de concertation de Bordeaux-Cartierville



3. Analyse des arrimages du territoire de Bordeaux-Cartierville

3.1. Construction d'une vision partagée

3.1.1. La contribution des instances à la planification

La construction d'une vision partagée de l'action collective se fait à travers des opérations de planification (diagnostic et priorisation) pour lesquelles des instances (comités, tables, etc.) sont mobilisées. Selon les répondants, 15 des 25 instances du territoire sont perçues comme ayant réalisé des actions collectives de planification au cours de l'année 2009-2010. Les actions de planification dont il est ici question sont soit des actions que les acteurs étaient à réaliser au moment des entrevues (au cours de l'année 2009-2010), soit des planifications déjà réalisées sur lesquelles ils s'appuyaient pour développer leurs actions en cours.

Tableau 1

Instances ayant réalisé des actions collectives en planification selon les domaines du développement social par rapport au nombre d'instances impliquées dans des actions collectives dans le domaine au cours de l'année 2009-2010*			
	Diagnostic seulement	Priorisation seulement	Diagnostic et priorisation
Développement économique (5/6)	0	0	5
Éducation (3/8)	1	0	2
Logement (5/6)	1	1	3
Transport (7/10)	4	1	2
Aménagement -Environnement (4/9)	0	0	4
Sécurité alimentaire (2/10)	1	0	1
Vie communautaire et de quartier (3/13)	1	0	2

* Une même instance peut avoir réalisé des actions collectives en diagnostic, en priorisation ou dans les deux types de contributions.

Une même instance peut également avoir réalisé des actions collectives dans un ou plusieurs domaines du développement social.

Les deux tiers (22/33) des actions de planification déployées sur le territoire de Bordeaux-Cartierville sont portées par des instances communautaires. Le CLIC en porte cinq et le Comité local de revitalisation du secteur Laurentien-Grenet en porte neuf. Pour sa part, la CDEC réalise cinq actions de planification. Les six autres actions de planification sont portées par des instances publiques : quatre par l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et son comité Partenaires pour le développement durable et deux par le CSSS de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent.

3.1.2 Les actions collectives de planification

Près de 40% (33 sur 87) des actions dénombrées dans les différents domaines du développement social sont consacrées à la planification (voir tableau 2). Cela est particulièrement important dans le domaine du développement économique où les deux tiers des actions y sont consacrées ou, du moins, comportent un volet planification. Les domaines du transport et de l'aménagement-environnement sont les deux seuls autres où les actions contribuent à la planification dans une proportion équivalent ou dépassant 40%. Les actions visant la planification sont des états de situation, des portraits (des services ou des habitudes de vie), des sondages, des études (logement social), des plans d'action (plan de développement social, plan directeur et stratégique), des actions de mobilisation et de consultation (auprès de membres, partenaires, commerçants ou citoyens) ou encore un forum local (maturité scolaire) et des actions pour augmenter le nombre de places en garderies.

Tableau 2

Proportion des actions en planification dans chaque domaine*		
Développement économique	12/19	(63,2 %)
Éducation	4/26	(15,4 %)
Logement	5/16	(31,3 %)
Transport	8/17	(47,1 %)
Aménagement-environnement	9/22	(40,9 %)
Sécurité alimentaire	2/13	(15,4 %)
Vie communautaire et de quartier	6/30	(20,0 %)
Total	46/143	(32,2 %)
	Sans doublons : 33/87	(38,0 %)

* Une même action peut être contributive à plusieurs domaines ce qui fait en sorte qu'elle puisse être comptabilisée plus d'une fois dans ce tableau (expliquant la somme de 143 actions). Cela signifie ainsi que des acteurs intervenant dans des domaines différents ont été appelés à planifier, voire à problématiser, une même action. Lorsque nous excluons les doublons pour compter chaque action une seule fois, le total d'actions est de 87.

3.2 Faire ensemble

3.2.1 Les instances du territoire et leurs actions collectives

Dix-neuf instances ont été impliquées dans les 87 actions déployées sur le territoire au cours de l'année 2009-2010. Un minimum de six instances est investi dans chacun des domaines du développement social, ce nombre grimpant à 13 dans le domaine vie communautaire et de

quartier. Les domaines de l'éducation, de l'aménagement-environnement du transport et de la sécurité alimentaire sont investis par huit à 10 instances du territoire. Enfin, les domaines du développement économique et du logement mobilisent pour leur part six instances.

Deux seules instances sont impliquées dans l'ensemble des domaines du développement social; il s'agit de la table de quartier, le CLIC, et du comité local de revitalisation Laurentien-Grenet, instance rattachée au CLIC. Cela dit, les instances communautaires sont fortement impliquées dans les sept domaines du développement social. En comptant le CLIC, les instances communautaires représentent minimalement la moitié des acteurs impliqués (développement économique (5/6), éducation (7/8); logement (4/6), transport (8/10), aménagement-environnement (7/9), sécurité alimentaire (8/10), vie communautaire et de quartier (11/13)). Du côté des deux instances publiques, le CSSS est impliqué dans six (6) des sept domaines et l'arrondissement dans cinq domaines.

La très grande majorité des actions déployées par les instances du territoire au cours de l'année 2009-2010 sont d'émergence locale (voir tableau 3). En effet, ce sont près des trois quarts des 87 actions qui sont d'émergence locale alors que 21,8 % d'entre elles sont d'origine mixte. Seulement 3 des 87 actions (3,4 %) sont d'émergence descendante. Non seulement la prédominance de l'origine locale des actions est forte lorsque celles-ci sont prises dans leur ensemble, c'est également le cas de chacun des domaines pris individuellement, la proportion de l'origine locale se chiffrant de 52,9 % à 90,0 %.

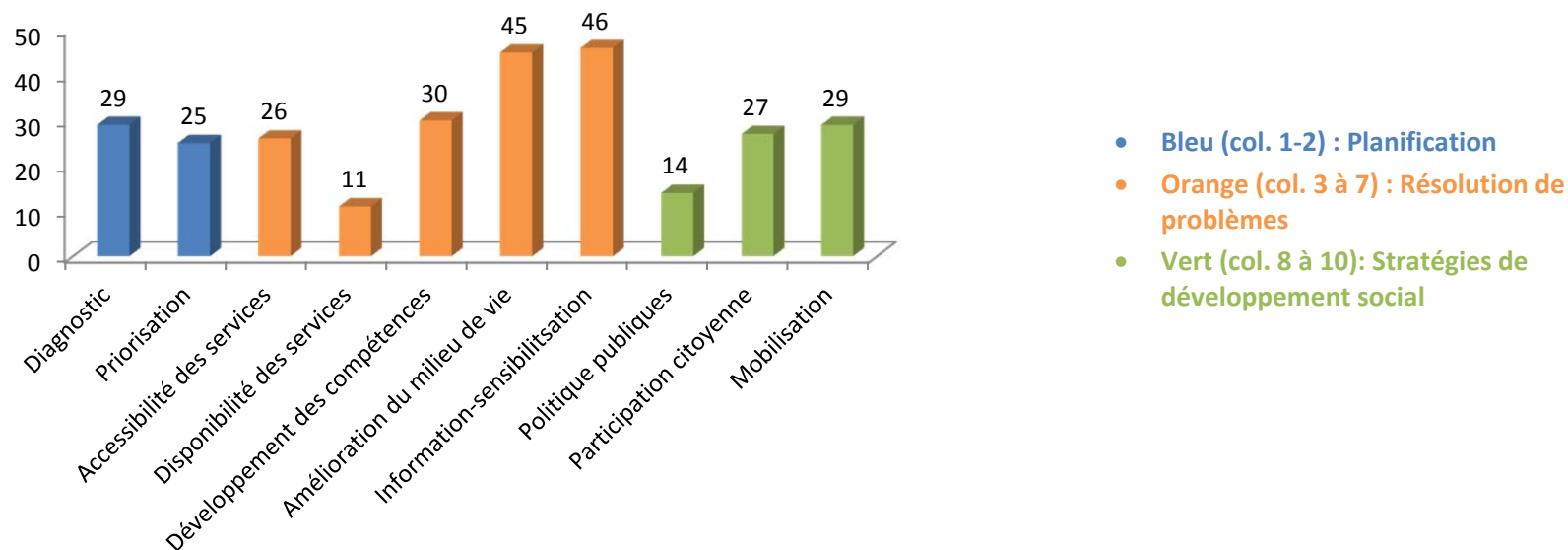
Tableau 3

Nombre d'actions dans chaque domaine et leur émergence				
		Locale	Descendante	Mixte
Développement économique	19	13 (68,4 %)	1 (5,3 %)	4 (21,1 %) Manque info. 1 act
Éducation	26	19 (73,1 %)	0,0	6 (23,1 %) Manque info. 1 act.
Logement	16	12 (75,0 %)	2 (12,5 %)	2 (12,5 %)
Transport	17	9 (52,9 %)	3 (17,6 %)	5 (29,4 %)
Aménagement –Environnement	22	14 (63,6 %)	1 (4,5 %)	7 (31,8 %)
Sécurité alimentaire	13	9 (69,2 %)	0,0	4 (30,8 %)
Vie communautaire et de quartier	30	27 (90,0 %)	1 (3,3 %)	2 (6,7 %)
Total sans doublons	87 actions	65/87 (74,7 %)	3/87 (3,4 %)	19/87 (21,8 %)

La résolution de problèmes est fortement investie par les instances du territoire. L'information-sensibilisation et l'amélioration du milieu de vie sont les dimensions les plus visées par les actions collectives, indistinctement des domaines—voir graphique 1. Pour sa part, la disponibilité des

services apparaît moins investie. En ce qui a trait aux stratégies de développement social, la mobilisation et la participation citoyenne sont celles auxquelles contribuent le plus grand nombre d'actions (respectivement 29 et 27) à l'inverse du développement et de l'harmonisation des politiques publiques (14 actions y contribuent).

Graphique 1 : Type de contributions visées par les actions collectives déployées sur le territoire en 2009-2010



3.2.2 Les liens structuraux entre les instances du territoire

Au plan structurel, trois instances partenariales sont positionnées à la tête de réseaux de comités ou de groupes de travail (voir le schéma d'ensemble p. 13). Du côté des instances communautaires, le CLIC est à la tête de 10 instances de concertation. Parmi elles se trouvent deux collectifs de projet, eux-mêmes à la tête de deux et trois (sous-)comités respectifs. Trois tables sectorielles communautaires sont structurellement indépendantes du CLIC; la Table en employabilité d'Ahuntsic-Cartierville, la Table de concertation des aînés de Bordeaux-Cartierville et la Table de concertation jeunesse de Bordeaux-Cartierville, qui mobilise pour sa part un collectif de projet de même que quatre (sous-)comités. Quant aux deux instances publiques que sont le CSSS de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent, et l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, seul ce dernier est à la tête d'autres instances de concertation alors qu'il mobilise trois (sous-)comités. Enfin, se trouve aussi la CDEC, organisme avec mandat de mobilisation.

3.2.3 Les liens dynamiques entre les instances du territoire ²

Les instances du territoire de Bordeaux-Cartierville entretiennent un grand nombre de liens dynamiques entre elles (voir le tableau 4, ce qui laisse présager une certaine maturité de leurs collaborations. Les liens les plus investis sont ceux de type partage d'information (32), surtout au sein des dyades d'instances publique-communautaire (25). Les liens qui unissent les instances communautaires entre elles sont plus variés, se départageant dans trois des quatre types de liens avec une prépondérance de type co-coordination, stade le plus avancé de liens de collaboration. Les liens de planification conjointe se font relativement rares, tout comme ceux entre des instances publiques (seulement trois liens de ce type ayant été répertoriés).

Tableau 4

Types de dyades et types de liens qui les unissent					
Types de liens Types de dyades	Partage d'information	Planification conjointe	Réalisation commune	Co- coordination	Total
Communautaire – communautaire	5	0	10*	15	30 liens
Communautaire – publique	25	0	4	2	31 liens
Publique – publique	2	1	0	0	3 liens
Total des liens	32 liens	1 lien	14 liens	17 liens	64 liens

* Neuf (9) de ces liens sont entretenus entre deux groupes de quatre (4) instances communautaires.

3.3. Principales contributions des programmes au développement social dans le territoire (voir l'annexe IV)

Les répondants conçoivent que les acteurs du territoire de Bordeaux-Cartierville déploient dix des treize programmes identifiés en plus d'un programme de Développement économique Canada. L'Initiative montréalaise et la RUI sont perçus comme étant les deux seuls programmes qui soutiennent des actions dans l'ensemble des sept domaines du développement social. Outre ces deux derniers et le programme Écoles et milieux en santé (ÉMES) –volet milieu, perçu comme soutenant cinq domaines (l'éducation, le transport, l'aménagement-environnement, la sécurité alimentaire et la vie communautaire et de quartier), tous les programmes sont perçus comme soutenant entre un et quatre domaines.

Hormis le domaine du logement qui bénéficie des contributions de deux programmes (l'Initiative montréalaise et la RUI), tous les autres domaines bénéficient des contributions d'au minimum cinq programmes. C'est le cas des domaines du transport et vie communautaire et de quartier alors que les domaines développement économique, aménagement-environnement de même que sécurité alimentaire bénéficient des

² La catégorie « tous ces liens », proposée lors de la collecte des données, a été intégrée à la catégorie « co-coordination » puisqu'il s'agit du degré le plus élevé de la typologie

contributions de six (6) programmes chacun. Le domaine éducation est celui perçu comme étant le plus soutenu par les programmes (huit programmes).

Seuls deux programmes soutiennent la concertation : l'Initiative montréalaise et la RUI. Selon les répondants, les contributions majoritairement soutenues par les programmes sont des contributions de diagnostic (15), de développement des compétences (14), de mobilisation (13), d'information-sensibilisation (12) et d'amélioration du milieu (11). À l'inverse, l'accessibilité des services (8), la disponibilité des services (3), la participation citoyenne (6), la priorisation (6) ainsi que le développement et l'harmonisation des politiques publiques (0) sont les types de contributions les moins soutenus par les programmes.

4. Développement économique : actions collectives et liens dynamiques entre les instances



Stratégies du développement social

Dans le cadre des actions collectives réalisées ou de celles ayant eu une incidence au cours de l'année 2009-2010, la mobilisation a été une stratégie particulièrement déployée. Le CLIC a mobilisé les intervenants et les citoyens pour sa planification stratégique Cartiervivre 2009-2012 où l'enjeu du développement économique est identifié. Le Comité local de revitalisation (CLR) du secteur Laurentien-Grenet a aussi mobilisé les organisations et les citoyens, plusieurs priorités de son plan d'action touchant l'économie et l'emploi. La table employabilité d'Ahuntsic-Cartierville a mobilisé les acteurs sur les priorités et enjeux en employabilité afin de transmettre ses recommandations au Centre local d'emploi (CLE). La CDEC Ahuntsic-Cartierville a mobilisé les acteurs dans le cadre du projet Je m'active dans Bordeaux-Cartierville et d'un sondage sur la mise en place d'une association de marchands. Pour sa part, la participation citoyenne a été favorisée dans plusieurs projets du CLR et lors de l'étude de faisabilité d'un marché public par le comité Bien manger dans Bordeaux-Cartierville. Enfin, le développement et l'harmonisation des politiques publiques ont été travaillés par le CLR en lien avec le Plan particulier d'urbanisme (PPU), par la Table en employabilité (recommandations au CLE) et le Comité 0-5 ans pour l'augmentation du nombre de places en service de garde. Dans une perspective plus générale, la perception est que les six instances ayant réalisé des actions collectives mettent en œuvre ces stratégies en ce qui a trait au développement économique dans l'exercice de leur mandat : quatre mobilisent les acteurs, quatre interviennent sur les politiques publiques et deux favorisent la participation citoyenne.

Perception de la participation des instances

Les actions collectives ont principalement contribué au partage d'un diagnostic commun entre les acteurs, à l'identification de priorités d'action, à l'information-sensibilisation et à l'accessibilité des services. De façon plus générale, dans l'exercice de leur mandat, les six instances contribuent de différentes manières au domaine du développement économique et toutes les dimensions se trouvent travaillées. Les six instances effectuent des activités de diagnostic et de priorisation.

Perception de la participation des initiatives et programmes de mobilisation

Six initiatives ou programmes soutiennent des actions en ce domaine. Les principales contributions perçues touchent les aspects suivants : mobilisation : Initiative montréalaise de soutien au développement social local (IMSDSL), Revitalisation urbaine intégrée (RUI) et Entente MESS-Ville lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ; diagnostic : IMSDSL, Programme de soutien au développement de la sécurité alimentaire et Entente MESS-Ville ; accessibilité des services : RUI ; développement des compétences et information-sensibilisation : SIPPE composante Création d'environnements favorables . (Informations manquantes pour Développement économique Canada).

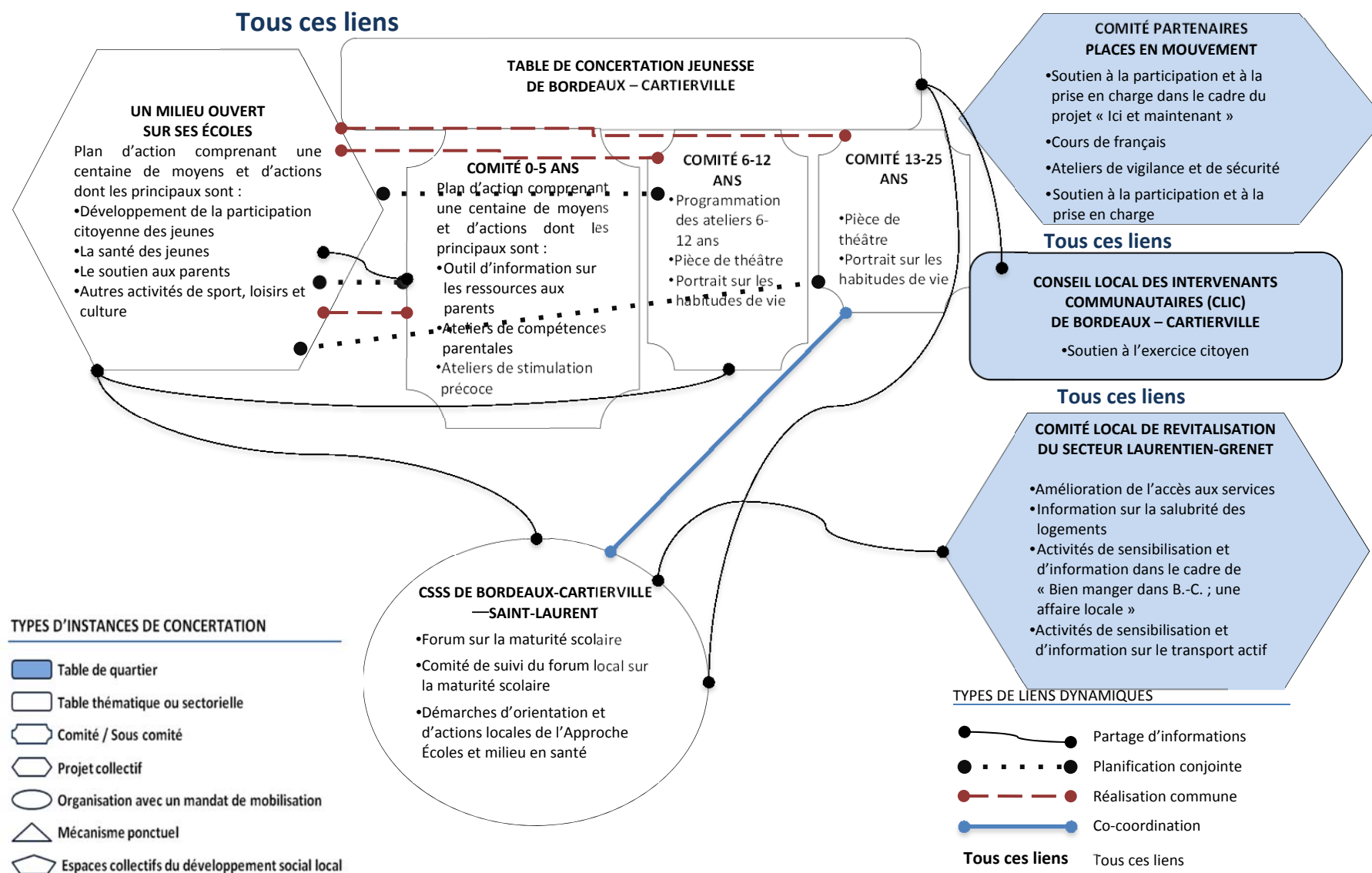
Raisons sous-jacentes à la mise en œuvre des actions

La majorité des actions sont d'émergence locale (13/18). Quatre sont d'origine mixte soit le plan d'intervention CLR : exigences Revitalisation urbaine intégrée/besoins locaux ; consultation Axe Laurentien : plan particulier d'urbanisme/volonté locale de soutenir les citoyens ; consultation de la Table en employabilité d'Ahuntsic-Cartierville : démarche du CLE/besoins locaux ; projet Je m'active dans Bordeaux-Cartierville : projet Équiterre/besoins locaux. Enfin, une action est issue d'une logique descendante : le plan d'action pour l'économie et l'emploi (PALÉE) porté par la CDEC.

Observations sur les liens dynamiques entre les instances

Selon les liens dynamiques présentés sous forme de gradation dans le schéma précédent, différentes instances (CLIC, Table en employabilité et CLR) ont des liens de partage d'informations avec l'arrondissement. La CDEC, le Comité 0-5 ans et la Table en employabilité ont aussi des liens de partage d'informations avec le CLIC. Plusieurs organisations ont des liens de planification et/ou réalisation conjointe (ex. : CLIC et CDEC, CDEC et CLR, CDEC et arrondissement, Table en employabilité et CLR,). Enfin, tous les liens existent entre le CLIC et le CLR ainsi qu'entre la CDEC et la Table en employabilité.

5. Éducation : actions collectives et liens dynamiques entre les instances



Stratégies du développement social

Dans le cadre des actions collectives réalisées ou de celles ayant eu une incidence au cours de l'année 2009-2010, la participation citoyenne a été la stratégie la plus développée. Le CLIC a soutenu l'exercice de la citoyenneté notamment par un agent de mobilisation, une formation sur la citoyenneté, des focus groups, la participation des citoyens à diverses consultations, etc. Le Comité de partenaires Places en mouvement a soutenu la participation et la prise en charge des résidents avec le projet Ici et maintenant. Un milieu ouvert sur ses écoles a soutenu la participation des jeunes et des parents dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre de son plan d'action. Le CSSS a mobilisé les acteurs relativement au Forum sur la maturité scolaire et dans les démarches d'orientation et d'actions locales de l'approche Écoles et milieux en santé (ÉMES). Enfin, le CLIC et le comité de suivi du forum sur la maturité scolaire ont travaillé sur le développement et l'harmonisation des politiques publiques. Dans une perspective plus générale, la perception est que les huit instances ayant réalisé des actions collectives mettent en œuvre ces stratégies en ce qui a trait à l'éducation dans l'exercice de leur mandat : huit mobilisent les acteurs, sept interviennent sur les politiques publiques et quatre favorisent la participation citoyenne.

Perception de la participation des instances

Les actions collectives ont principalement porté sur l'information-sensibilisation et le développement des compétences. De façon plus générale, dans l'exercice de leur mandat, les huit instances contribuent de différentes manières à l'éducation et toutes les dimensions sont très investies exception faite du soutien financier (trois instances). Les huit instances ont aussi développé une expertise en ce domaine.

Perception de la participation des initiatives et programmes de mobilisation

Huit initiatives ou programmes soutiennent des actions en ce domaine. Les principales contributions perçues touchent les aspects suivants : mobilisation : Initiative montréalaise de soutien au développement social local (IMSDSL), Écoles et milieu en santé (ÉMES) volet milieu et Revitalisation urbaine intégrée (RUI) ; diagnostic : ÉMES volet prévention des toxicomanies ; disponibilités des services : ÉMES volet prévention des toxicomanies, Saines habitudes de vie : mode de vie physiquement actif et saine alimentation (Québec en forme) ; accessibilité des services : ÉMES volet prévention des toxicomanies, Programme de soutien au développement de la sécurité alimentaire et Québec en forme ; information-sensibilisation : SIPPE composante Création d'environnements favorables (CEF), ÉMES prévention des toxicomanies, Prévention des infections transmises sexuellement et par le sang (ITSS), Programme de soutien au développement de la sécurité alimentaire et RUI ; développement des compétences : IMSDSL, SIPPE composante CEF, ÉMES volet prévention des toxicomanies, ITSS, Québec en forme et RUI ; amélioration du milieu de vie : ÉMES volet prévention des toxicomanies et RUI.

Raisons sous-jacentes à la mise en œuvre des actions

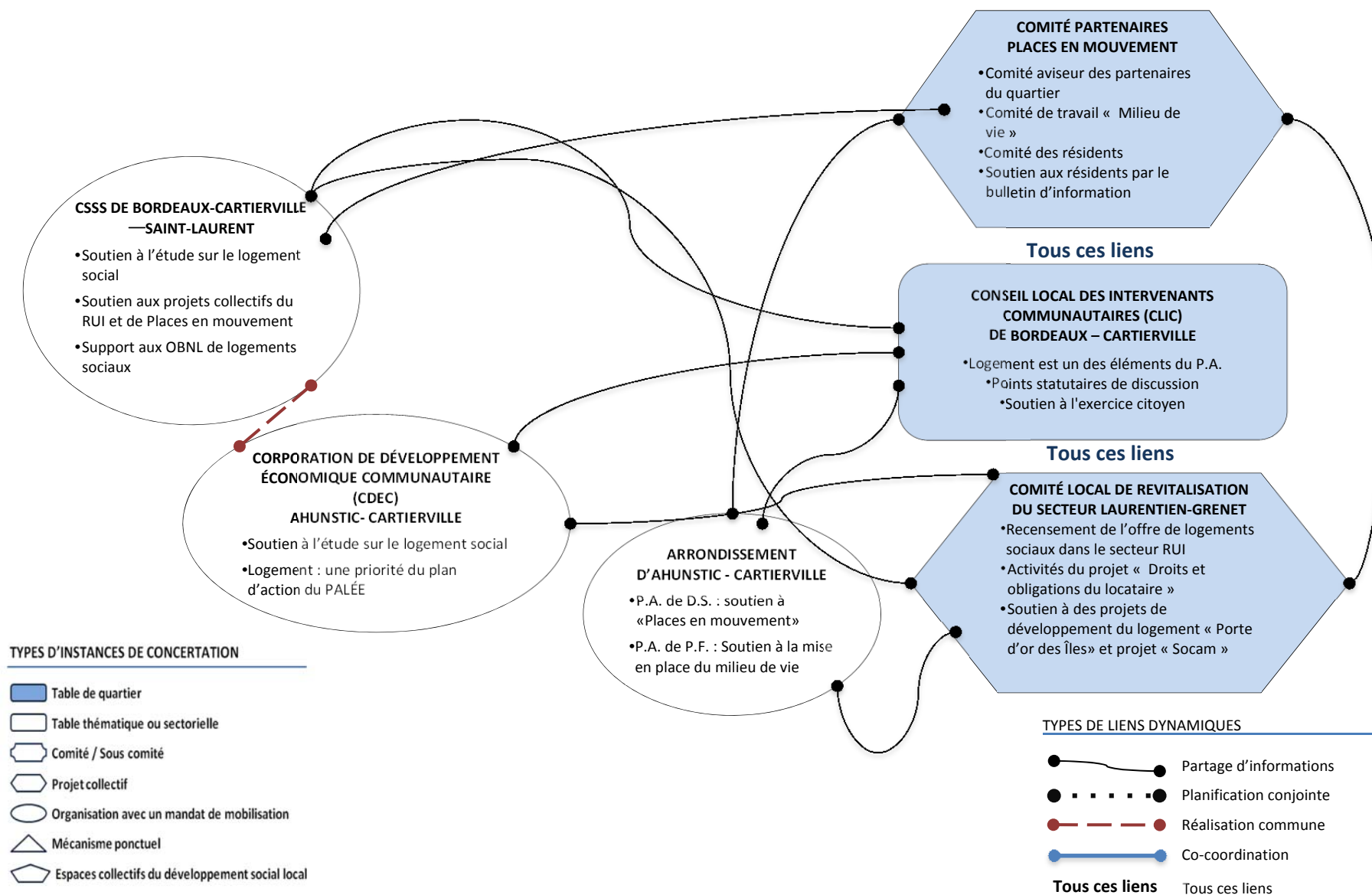
La majorité des actions sont d'émergence locale (19/26). Six actions sont d'origine mixte : l'amélioration de l'accès aux services communautaires, l'information sur la salubrité des logements et Bien manger dans Bordeaux-Cartierville réalisées par le CLR : arrondissement/milieu ; la pièce de théâtre du Comité 13-25 ans de la Table jeunesse : projet de l'école/milieu ; forum sur la maturité scolaire : projet de la DSP/préoccupations du milieu ; démarches d'orientation et d'actions locales ÉMES : démarche DSP/préoccupations du milieu. (Information manquante pour une action)

Observations sur les liens dynamiques entre les instances

Selon les liens dynamiques présentés sous forme de gradation dans le schéma précédent plusieurs instances ont des liens de partage d'informations entre elles. Le CSSS a des liens de co-coordination avec la Table jeunesse. Plusieurs liens de planification ou de réalisation conjointe existent entre la Table jeunesse et ses différents comités.

Enfin, tous les liens existent entre le CLIC et le CLR, entre le CLIC et le Comité partenaires Places en mouvement et entre Un milieu ouvert sur ses écoles et la Table de concertation jeunesse.

6. Logement : actions collectives et liens dynamiques entre les instances



Stratégies du développement social

Dans le cadre des actions collectives réalisées ou de celles ayant eu une incidence au cours de l'année 2009-2010, les trois stratégies de développement social ont été déployées de façon importante en ce qui a trait au logement. Le CLIC a mis en œuvre les trois stratégies : mobilisation des partenaires en inscrivant un point statutaire sur le logement aux rencontres régulières ; soutien à l'exercice de la citoyenneté par un agent de mobilisation, une formation sur la citoyenneté, des focus groups, la participation des citoyens à diverses consultations, etc. ; travail pour le développement et l'harmonisation des politiques publiques lors des rencontres régulières du CLIC ainsi qu'avec les citoyens. Le Comité des partenaires Places en mouvement a aussi mis en place les trois stratégies : mobilisation des acteurs et interventions sur les politiques publiques au comité aviseur des partenaires du quartier et des citoyens, mobilisation des citoyens au comité de résidents et soutien à la participation citoyenne au Comité de travail milieu de vie et au comité de résidents. Pour sa part, le CLR Laurentien-Grenet a mobilisé les acteurs relativement à des projets de développement dans la zone RUI (Porte d'or des îles et SOCAM). Enfin, le CSSS a soutenu la participation citoyenne dans la zone RUI et Places en mouvement via l'organisation communautaire. Dans une perspective plus générale, la perception est que parmi les instances ayant réalisé des actions collectives, cinq mettent en œuvre ces stratégies en ce qui a trait au logement dans l'exercice de leur mandat : cinq interviennent sur les politiques publiques, quatre mobilisent les acteurs et trois favorisent la participation citoyenne.

Perception de la participation des instances

Les actions collectives ont porté sur différentes dimensions avec un accent sur l'amélioration du milieu de vie, le développement des compétences et l'information-sensibilisation. De façon plus générale, dans l'exercice de leur mandat, les six instances participent de différentes manières au domaine du logement et toutes les dimensions sont travaillées. Les activités de diagnostic et de priorisation sont réalisées par toutes les instances.

Perception de la participation des initiatives et programmes de mobilisation

Deux initiatives ou programmes soutiennent des actions en ce domaine. Les principales contributions perçues touchent les aspects suivants : mobilisation et diagnostic : Initiative montréalaise de soutien au développement social local (IMSDSL) et Revitalisation urbaine intégrée (RUI) ; priorisation : IMSDSL ; développement des compétences et amélioration du milieu de vie : RUI.

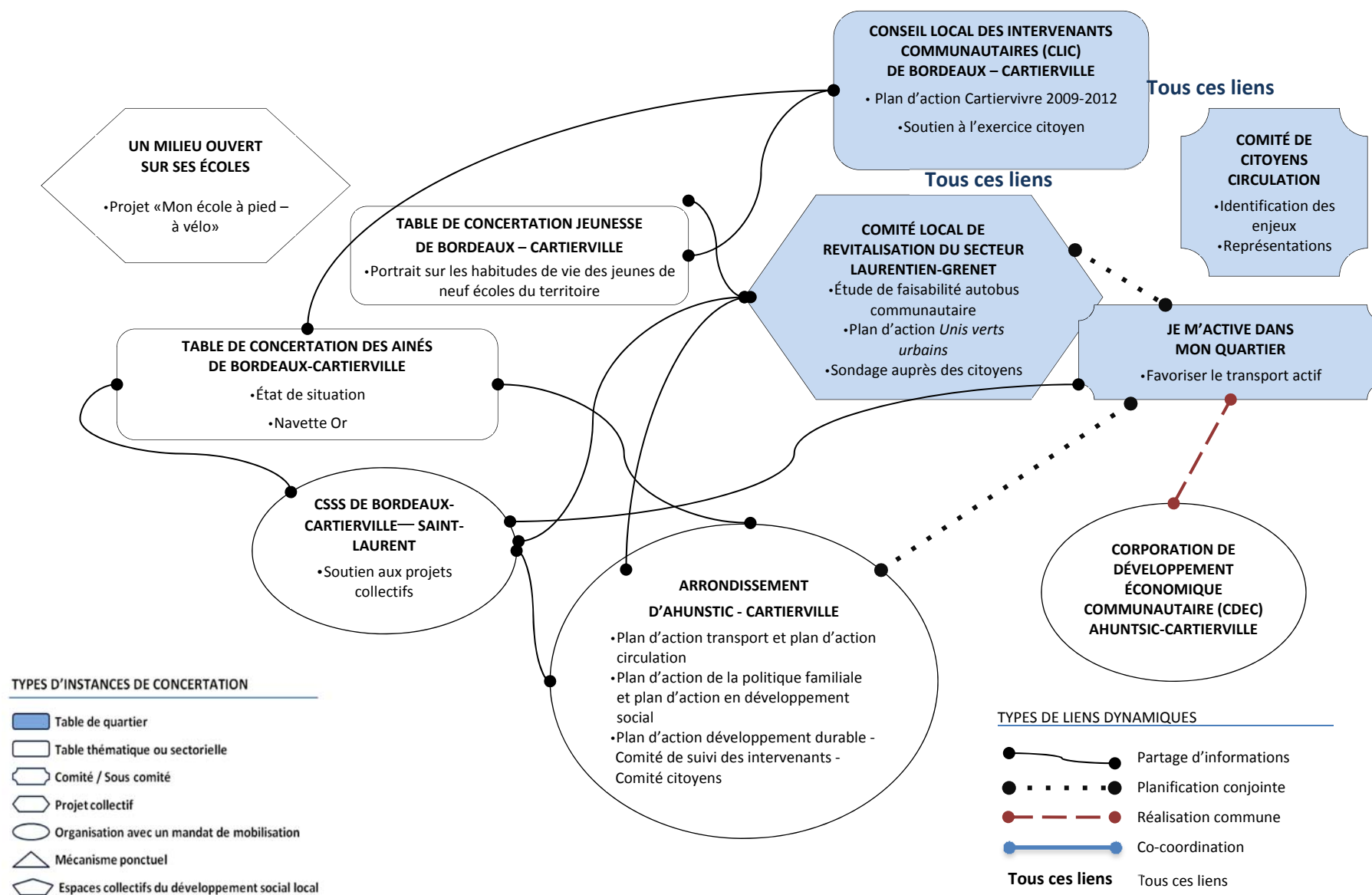
Raisons sous-jacentes à la mise en œuvre des actions

La majorité des actions sont d'émergence locale (12/16). Deux actions sont d'origine mixte : le plan d'action du CLIC : demande de l'Initiative montréalaise de soutien au développement social local /travail local; recensement de l'offre de logements sociaux zone RUI : démarche RUI/ besoins de connaissances du milieu. Deux actions sont issues d'une logique descendante : le plan d'action en développement social et le plan d'action de la politique familiale de l'arrondissement d'Achilles-Cartier.

Observations sur les liens dynamiques entre les instances

Selon les liens dynamiques présentés sous forme de gradation dans le schéma précédent il existe des liens de partage d'informations entre plusieurs instances. La CDEC et le CSSS réalisent des activités en commun. Tous les liens existent entre le CLIC et le CLR du secteur Laurentien-Grenet et entre le CLIC et le Comité des partenaires Places en mouvement.

7. Transport : actions collectives et liens dynamiques entre les instances



Stratégies du développement social

Dans le cadre des actions collectives réalisées ou de celles ayant eu une incidence au cours de l'année 2009-2010, les trois stratégies de développement social ont été mises en œuvre, particulièrement celles sur le développement et l'harmonisation des politiques publiques et la participation citoyenne. Elles ont été mises de l'avant par le CLIC dans le cadre du soutien à l'exercice de la citoyenneté par un agent de mobilisation, une formation sur la citoyenneté, des focus groups et la participation des citoyens à des consultations. Le comité de citoyens Circulation du CLIC a aussi mis en œuvre les trois stratégies incluant des représentations auprès des décideurs municipaux du secteur RUI. Le CLR Laurentien-Grenet a mobilisé les acteurs et favorisé la participation citoyenne avec le plan d'action Unis Verts Urbains touchant le transport actif et la sécurité dans les déplacements. Le comité Je m'active dans mon quartier du CLR a suscité la participation citoyenne et des interventions sur les politiques relativement au transport actif. La Table des aînés a favorisé la participation citoyenne et l'intervention sur les politiques en lien avec le projet Navette Or. Enfin, l'arrondissement a travaillé sur les politiques touchant le transport via ses plans d'action en développement social, famille et développement durable et mis sur pied un comité de citoyens pour le plan de développement durable. Dans une perspective plus générale, parmi les dix instances ayant réalisé des actions collectives, la perception est que huit mettent en œuvre ces stratégies en ce qui a trait au transport dans l'exercice de leur mandat : huit mobilisent les acteurs, six favorisent la participation citoyenne et cinq interviennent sur les politiques publiques. (Information manquante sur la CDEC)

Perception de la participation des instances

Les actions collectives ont porté principalement sur le diagnostic, la priorisation, l'information-sensibilisation et l'amélioration du milieu de vie. De façon plus générale, dans l'exercice de leur mandat, neuf instances participent de différentes manières au domaine du transport et toutes les dimensions sont travaillées. Les plus investies sont l'information-sensibilisation, le diagnostic, la priorisation, l'accessibilité des services, le développement des compétences, l'amélioration du milieu de vie, la disponibilité des services et le soutien à la concertation. (Information manquante sur la CDEC)

Perception de la participation des initiatives et programmes de mobilisation

Cinq initiatives ou programmes soutiennent des actions en ce domaine. Les principales contributions perçues touchent les aspects suivants : mobilisation : Initiative montréalaise de soutien au développement social local (IMSDSL) et Revitalisation urbaine intégrée (RUI) ; diagnostic : IMSDSL, Écoles et milieux en santé (ÉMES) volet milieu et RUI ; priorisation : IMSDSL ; disponibilité des services : RUI ; accessibilité des services : Aménager des quartiers durables, Saines habitudes de vie : mode de vie physiquement actif et saine alimentation (Québec en forme) ; information-sensibilisation : Aménager des quartiers durables ; développement des compétences : Aménager des quartiers durables et Québec en forme ; amélioration du milieu de vie : Aménager des quartiers durables et RUI.

Raisons sous-jacentes à la mise en œuvre des actions

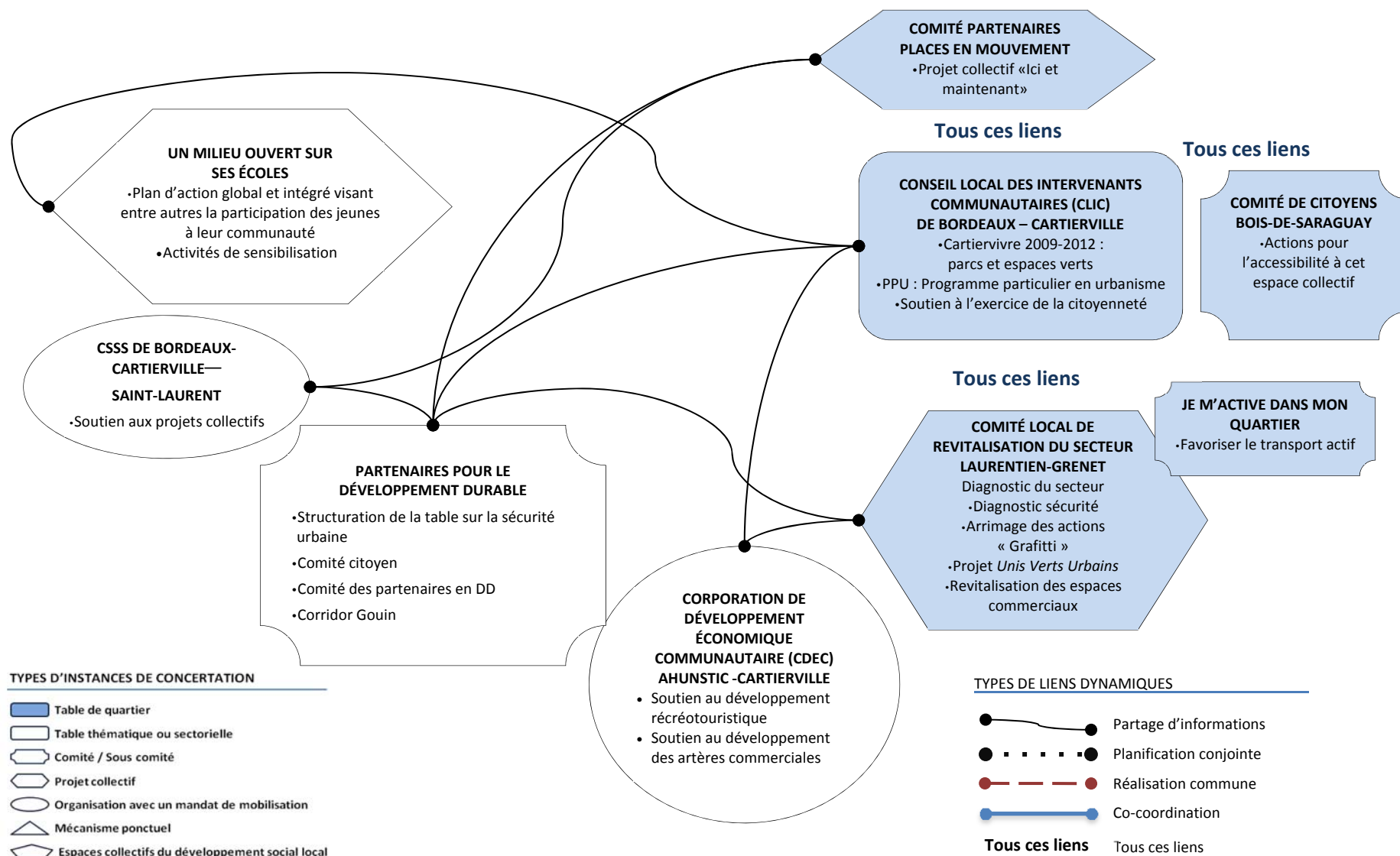
La majorité des actions sont d'émergence locale (9/17). Cinq actions sont d'origine mixte : Je m'active dans mon quartier : projet Équiterre/milieu; Mon école à pied-à vélo : projet Vélo-Québec/milieu; état de situation transport aînés et Navette Or : offre STM/action locale;

soutien CSSS projets de transport alternatif : programme régional/importance locale. Trois actions sont issues d'une logique descendante : les plans de transport et circulation, famille et développement social de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville.

Observations sur les liens dynamiques entre les instances

Selon les liens dynamiques présentés sous forme de gradation dans le schéma précédent, il existe des liens de partage d'informations entre différentes instances. Le comité Je m'active dans mon quartier a des liens des liens de planification conjointe avec le CLR et l'arrondissement et de réalisation commune avec la CDEC. Enfin, tous les liens existent entre le CLIC et le CLR du secteur Laurentien-Grenet et entre le CLIC et le comité de citoyens Circulation.

8. Aménagement-environnement : actions collectives et liens dynamiques entre les instances



Stratégies du développement social

Dans le cadre des actions collectives réalisées ou de celles ayant eu une incidence au cours de l'année 2009-2010, les trois stratégies de développement social ont été mises en œuvre. Le CLIC a mis de l'avant les trois stratégies par le soutien à l'exercice de la citoyenneté par un agent de mobilisation, une formation sur la citoyenneté, des focus groups et le soutien à la participation des citoyens à des consultations. Il a aussi mobilisé les acteurs et favorisé la participation citoyenne pour la consultation sur le Programme particulier en urbanisme (PPU). Le comité de citoyens Bois-de-Saraguay du CLIC a aussi mis en œuvre les trois stratégies en vue de favoriser l'accessibilité à cet espace collectif. Le comité des Partenaires Places en mouvement du CLIC a fait de même pour améliorer l'aménagement pour les résidents. Le comité Je m'active dans mon quartier du CLR Laurentien-Grenet a soutenu la participation citoyenne et est intervenu sur les politiques publiques liées à l'aménagement pour le transport actif. Pour leur part, les Partenaires pour le développement durable de la Table de sécurité urbaine de l'arrondissement ont favorisé la mobilisation des acteurs et/ou la participation citoyenne relativement à différents projets tels : la structuration et les actions de la table, le comité citoyens et le comité des partenaires en développement durable. Enfin, le CSSS a contribué à la mobilisation via le soutien des organisateurs communautaires aux projets collectifs. Dans une perspective plus générale, la perception est que parmi les instances ayant réalisé des actions collectives, sept mettent en œuvre ces stratégies en ce qui a trait à l'aménagement-environnement dans l'exercice de leur mandat : sept mobilisent les acteurs, sept interviennent sur les politiques publiques et six favorisent la participation citoyenne.

Perception de la participation des instances

Différentes démarches ont permis la réalisation de diagnostics et l'établissement de priorités qui ont donné lieu à la réalisation de plusieurs actions visant l'amélioration du milieu de vie. Les autres dimensions touchées par les interventions ont été principalement l'accessibilité aux services, l'information-sensibilisation et le développement des compétences. De façon plus générale, dans l'exercice de leur mandat, les neuf instances participent de différentes manières à l'aménagement-environnement et toutes les dimensions sont travaillées, la dimension du soutien financier apparaît toutefois moins investie.

Perception de la participation des initiatives et programmes de mobilisation

Six initiatives soutiennent des actions en ce domaine. Les principales contributions perçues touchent les aspects suivants : soutien à la concertation : Initiative montréalaise de soutien au développement social local (IMSDSL) et Revitalisation urbaine intégrée (RUI) ; mobilisation : IMSDSL ; diagnostic : IMSDSL, Aménager des quartiers durables et RUI ; priorisation : IMSDSL et RUI ; développement des compétences, amélioration du milieu de vie et information-sensibilisation : Aménager des quartiers durables ; participation citoyenne : IMSDSL et Aménager des quartiers durables. (Informations manquantes pour ÉMES volet milieu, Saines habitudes de vie : mode de vie physiquement actif et saine alimentation (Québec en forme) et Entente entre le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et la Ville de Montréal en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale).

Raisons sous-jacentes à la mise en œuvre des actions

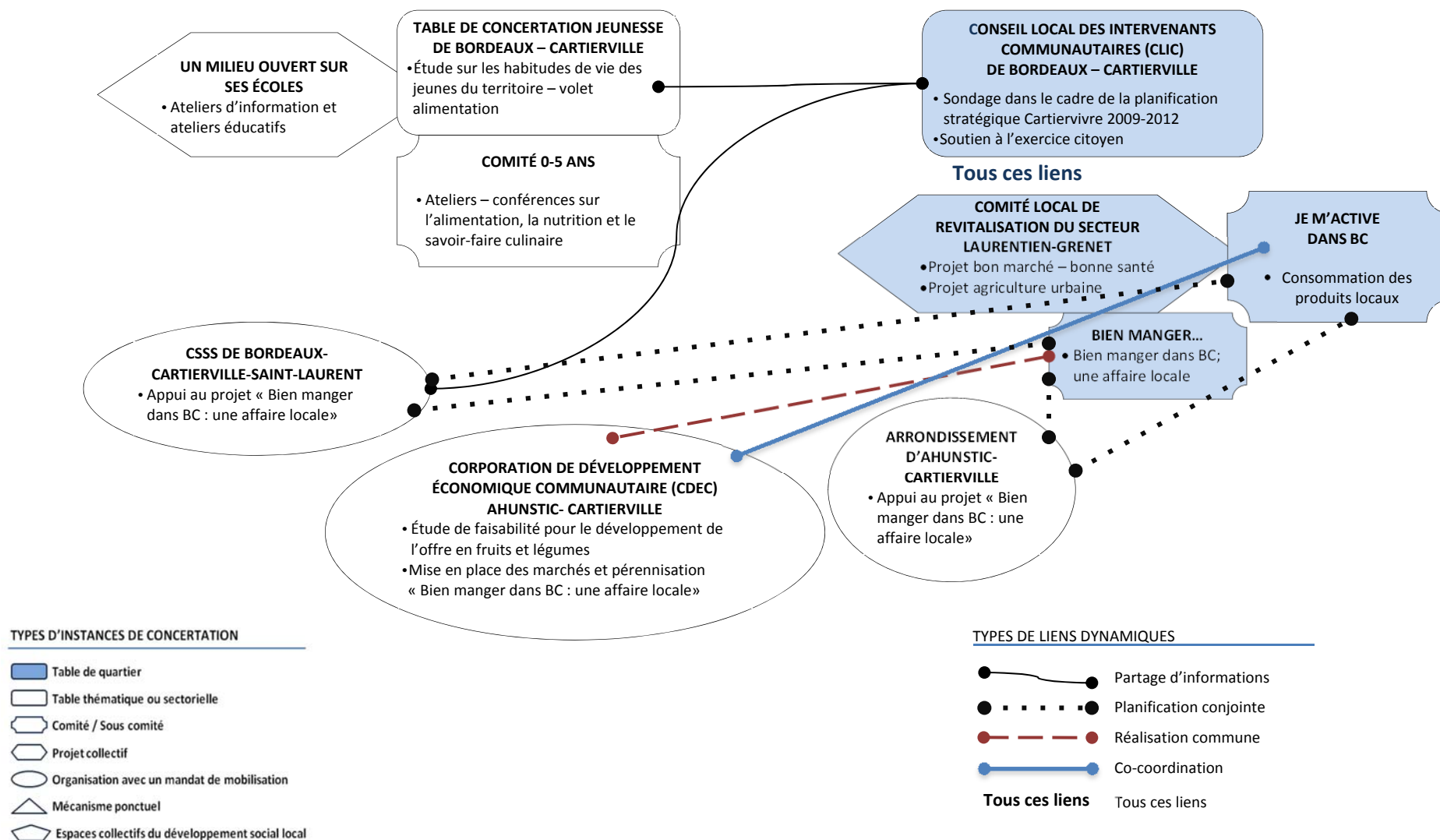
La majorité des actions sont d'émergence locale (14/22). Sept actions sont d'origine mixte : sondage et priorisation parcs et espaces verts démarche Cartiervivre 2009-2012 : IMSDSL /milieu ; participation consultation Programme particulier en urbanisme : arrondissement

d’Ahuntsic-Cartierville/milieu ; diagnostic secteur Laurentien-Grenet : arrondissement/milieu ; diagnostic sécurité Laurentien-Grenet : Tandem/milieu ; Je m’active dans mon quartier : Équiterre/milieu ; corridor Gouin : Ville de Montréal/milieu ; activités de sensibilisation des jeunes dans le cadre du projet Un milieu ouvert sur ses écoles : Vélo-Québec/milieu. Enfin, une action est issue d’une logique descendante : la mise sur pied de la table de sécurité urbaine par les partenaires en développement durable de l’arrondissement d’Ahuntsic-Cartierville.

Observations sur les liens dynamiques entre les instances

Selon les liens dynamiques présentés sous forme de gradation dans le schéma précédent, il existe des liens de partage d’informations entre les différentes instances. Tous les liens dynamiques sont présents entre le CLIC et les instances suivantes : le CLR du secteur Laurentien-Grenet, le comité Partenaires Places en mouvement et le Comité de citoyens Bois-de-Saraguay.

9. Sécurité alimentaire : actions collectives et liens dynamiques entre les instances



Stratégies du développement social

Dans le cadre des actions collectives réalisées ou de celles ayant eu une incidence au cours de l'année 2009-2010, les trois stratégies de développement social ont été mises en œuvre. Le CLIC a favorisé la participation citoyenne et les interventions pour le développement et l'harmonisation des politiques publiques dans le soutien apporté à l'exercice de la citoyenneté (agent de mobilisation, formation sur la citoyenneté, des focus groups, soutien à la participation des citoyens à des consultations, etc.). Le CLR Laurentien-Grenet a mobilisé les citoyens et favorisé leur participation au projet d'agriculture urbaine. Les citoyens ont aussi été mobilisés et ont participé au projet Bien manger dans Bordeaux-Cartierville une affaire locale mis de l'avant par le Comité bien manger du CLR et appuyé par la CDEC, le CSSS et l'arrondissement. La participation des jeunes et des parents a aussi été favorisée dans le cadre des ateliers d'information et des ateliers éducatifs organisés par Un milieu ouvert sur ses écoles. Dans une perspective plus générale, parmi les dix instances ayant réalisé des actions collectives, la perception est que six mettent en œuvre ces stratégies en ce qui a trait à la sécurité alimentaire dans l'exercice de leur mandat : six favorisent la participation citoyenne, cinq mobilisent les acteurs et cinq interviennent sur les politiques publiques.

Perception de la participation des instances

Les dimensions qui ont été les plus travaillées dans le cadre des actions collectives sont l'information-sensibilisation, le développement des compétences et l'amélioration du milieu de vie. De façon plus générale, dans l'exercice de leur mandat, huit instances participent de différentes manières au domaine de la sécurité alimentaire et toutes les dimensions sont travaillées.

Perception de la participation des initiatives et programmes de mobilisation

Six initiatives soutiennent des actions en ce domaine. Les principales contributions perçues touchent les aspects suivants : mobilisation : Revitalisation urbaine intégrée (RUI) et Saines habitudes de vie : mode de vie physiquement actif et saine alimentation (Québec en forme) ; diagnostic : Initiative montréalaise de soutien au développement social local (IMSDSL), Écoles et milieux en santé (ÉMES) volet milieu et Programme de soutien au développement de la sécurité alimentaire ; priorisation : IMSDSL ; accessibilité des services : Programme de soutien au développement de la sécurité alimentaire ; développement des compétences : SIPPE composante Création d'environnements favorables, Québec en forme et RUI ; amélioration du milieu de vie : Programme de soutien au développement de la sécurité alimentaire ; information-sensibilisation : SIPPE, Québec en forme et RUI ; participation citoyenne : IMSDSL et Programme de soutien au développement de la sécurité alimentaire.

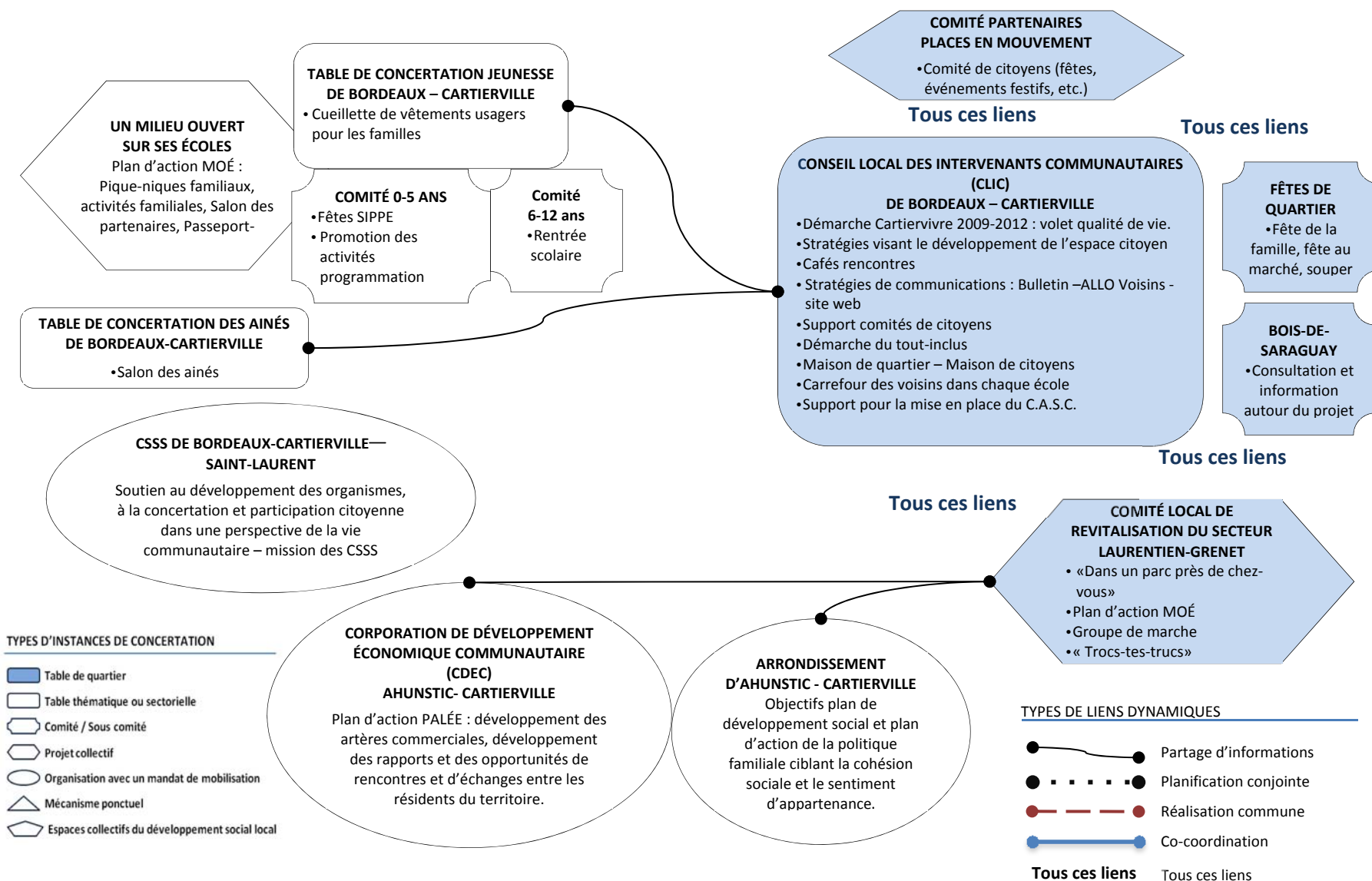
Raisons sous-jacentes à la mise en œuvre des actions

La majorité des actions (9/13) actions sont d'émergence locale. Les quatre actions en lien avec le projet Bien manger dans Bordeaux-Cartierville une affaire locale sont d'origine mixte : cadre de référence de la DSP/milieu.

Observations sur les liens dynamiques entre les instances

Selon les liens dynamiques présentés sous forme de gradation dans le schéma précédent, le CLIC a des liens de partage d'informations avec le CSSS et la Table de concertation Jeunesse. L'arrondissement et le CSSS ont des liens de planification conjointe avec les projets Je m'active dans BC et Bien manger dans BC. La CDEC a des liens de co-coordination avec Je m'active dans mon quartier et des liens de réalisation conjointe avec Bien manger dans BC une affaire locale. Enfin, tous les liens existent entre le CLIC et le CLR du secteur Laurentien-Grenet.

10. Vie communautaire et de quartier : actions collectives et liens dynamiques entre les instances



Stratégies du développement social

Dans le cadre des actions collectives réalisées ou de celles ayant eu une incidence au cours de l'année 2009-2010, la participation citoyenne et la mobilisation ont été des stratégies particulièrement déployées. Le CLIC a favorisé la participation citoyenne dans le cadre de différents projets ou activités : démarchage pour augmenter l'espace citoyen, cafés-rencontres, Maison de quartier, Carrefours des voisins dans les écoles, soutien aux comités de citoyens, diverses stratégies de communication, etc. Le CLIC a aussi soutenu la mobilisation des acteurs dans les projets et a travaillé sur le développement et l'harmonisation des politiques publiques en lien avec la Maison de quartier, les Carrefours des voisins et le soutien à la mise en place du complexe aquatique, sportif et communautaire (CASC). Le comité Fêtes de quartier et le Comité des partenaires Places en mouvement du CLIC ont aussi favorisé la mobilisation et la participation citoyenne. Les citoyens ont aussi participé activement au Comité de citoyens des Bois-de-Saraguay du CLIC. Le projet Un milieu ouvert sur ses écoles de la Table jeunesse a mobilisé et favorisé la participation des citoyens au salon des partenaires. La Table des aînés a fait de même auprès des personnes âgées pour le salon des aînés. Enfin le CSSS a contribué à la mise en œuvre des trois stratégies par le soutien apporté aux organismes et aux concertations locales via entre autres l'équipe d'organismes communautaires. Dans une perspective plus générale, la perception est que parmi les 13 instances ayant réalisé des actions collectives, 12 mettent en œuvre ces stratégies en ce qui a trait à la vie communautaire-vie de quartier dans l'exercice de leur mandat : dix mobilisent les acteurs, huit interviennent sur les politiques publiques et quatre favorisent la participation citoyenne.

Perception de la participation des instances

Les actions collectives ont porté principalement sur l'amélioration du milieu de vie et l'information sensibilisation. De façon plus générale, dans l'exercice de leur mandat, les 13 instances participent à ce domaine de différentes manières et toutes les dimensions sont travaillées. Les plus investies sont : l'amélioration du milieu de vie, la priorisation, la disponibilité et l'accessibilité des services, le développement des compétences et l'information-sensibilisation.

Perception de la participation des initiatives et programmes de mobilisation

Cinq initiatives ou programmes soutiennent des actions en ce domaine. Les principales contributions perçues touchent les aspects suivants : soutien à la concertation et priorisation : Initiative montréalaise de soutien au développement social local ; accessibilité des services : Programme de soutien au développement de la sécurité alimentaire ; amélioration du milieu de vie : SIPPE, composante Création d'environnements favorables, Écoles et milieux en santé (ÉMES) volet milieu, Programme de soutien au développement de la sécurité alimentaire et Démarche de revitalisation urbaine intégrée (RUI) ; information-sensibilisation : SIPPE ; participation citoyenne : IMSDSL et RUI.

Raisons sous-jacentes à la mise en œuvre des actions

La grande majorité des actions sont d'émergence locale (27/30). Deux actions sont d'origine mixte : le sondage et la priorisation dans le cadre de la démarche Cartiervivre 2009-2012 : IMSDSL /milieu; soutien du CSSS au développement des organismes, à la concertation et à la participation citoyenne dans une perspective communautaire : mission CSSS/ besoins du milieu. Une autre relève d'une logique descendante : le plan de développement social et le plan d'action de la politique familiale de l'arrondissement d'Achimsic-Cartierville.

Observations sur les liens dynamiques entre les instances

Selon les liens dynamiques présentés sous forme de gradation dans le schéma précédent, le CLR du secteur Laurentien-Grenet a des liens de partage d'informations avec la CDEC et l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville. Le CLIC a aussi ces liens avec les tables Jeunesse et Aînés de Bordeaux-Cartierville. Par ailleurs, tous les liens existent entre le CLIC et les comités suivants : revitalisation (CLR) du secteur Laurentien-Grenet, Partenaires de Places en mouvement, Fêtes de quartier et Bois-de-Saraguay.

Conclusion

Pris en 2009-2010, ce document est, en quelque sorte, un « portrait de famille » de l'ensemble des instances de concertation du territoire intervenant dans différents domaines du développement social. Il positionne de façon claire leurs actions collectives et les liens structuraux et dynamiques qui existent entre ces instances. Il fait ressortir également les différents types de contributions visées par ces actions et les stratégies de mise en œuvre. Il démontre le travail important réalisé collectivement tant au niveau de la planification que de la mise en œuvre des actions et ce, dans chacun des domaines du développement social.

Chaque réseau local est spécifique, riche et complexe! Il est donc nécessaire de bien comprendre pour mieux agir. C'est pourquoi ce portrait expose également les raisons sous-jacentes à l'émergence des actions collectives ainsi que la contribution des programmes et des initiatives de mobilisation dans chacun des domaines du développement social.

Beaucoup de travail a été accompli au cours des dernières années, mais beaucoup de travail reste à faire pour lutter contre les inégalités sociales de santé. Les communautés locales ont développé beaucoup de savoir-faire à cet égard qui doit être consolidé et renforcé. C'est en poursuivant nos collaborations et en travaillant ensemble que nous pourrions changer les choses et garder notre monde en santé.

ANNEXES

- Annexe I : Guide d'accompagnement pour soutenir la réflexion
- Annexe II : Principales sources d'information
- Annexe III : Tableau-synthèse - Perception de la participation des instances de concertation aux domaines du développement social en 2009-2010
- Annexe IV : Tableau-synthèse - Perception des principales contributions des initiatives et programmes de mobilisation en 2009-2010
- Annexe V : Tableau-synthèse - Démarches locales selon les domaines du développement social en 2009-2010
- Annexe VI : Lexique

Annexe I : Guide d'accompagnement pour soutenir la réflexion

POUR CHAQUE DOMAINE	POUR L'ENSEMBLE DES ARRIMAGES DES CONCERTATIONS
Mise en commun des informations à l'échelle du territoire • Considérant les différents portraits réalisés, est-ce qu'un mécanisme de mise en commun permet de dégager des constats et des priorités ? Développement de moyens et mise en œuvre des actions • Est-ce que les actions réalisées sont complémentaires ? • Y a-t-il des aspects importants nommés par les concertations mais qui ne sont pas travaillés ? • Quels sont les principaux obstacles à la réalisation des actions ? • Quelles seraient les actions à renforcer ou à développer ? • Existe-il d'autres leviers (ex : au plan régional ou national) pouvant contribuer à renforcer l'action locale ? Déploiement des stratégies de développement social • Y a-t-il des politiques publiques sur lesquelles il serait important d'intervenir ? • Est-ce que les mécanismes mis en place favorisent la participation des différents acteurs y compris les citoyens aux différentes étapes de l'action intersectorielle (portrait/analyse des besoins, identification des priorités, planification, réalisation et évaluation) ? • Les principaux réseaux concernés par le domaine sont-ils mobilisés ? Si non, quels réseaux devraient être interpellés ? Collaborations • Les arrimages entre les concertations permettent-ils d'assurer une continuité et une cohérence des interventions auprès des populations visées ? • Quelles seraient les collaborations à consolider ou à développer ? • Est-ce que la dynamique existante est un <i>plus value</i> pour l'avancement des travaux relatifs au domaine ?	Priorités locales • Les grandes conclusions des portraits et états de situation récemment réalisés sur le territoire ont-elles donné lieu à des débats collectifs et au partage d'une vision commune ? • Comment les principaux constats sont-ils intégrés aux travaux menés actuellement dans le territoire ? • Y a-t-il des préoccupations transversales à plusieurs concertations locales ? • Quels sont les domaines du développement social à travailler davantage ? Sous quels aspects ? Mise en œuvre et développement des actions et stratégies • Y a-t-il des politiques publiques sur lesquelles il serait important d'intervenir ? • Est-ce que la participation citoyenne est une stratégie importante pour les concertations locales ? Si oui, comment est-elle mise en œuvre par les concertations ? • Est-ce que les principaux réseaux concernés par les enjeux du territoire sont mobilisés ? Si non, quels sont les réseaux qui devraient être interpellés ? • Existe-t-il d'autres leviers, par exemple au plan régional et national, pouvant renforcer l'action locale ? Collaboration • Les arrimages décrits dans le présent portrait convergent-ils avec l'analyse effectuée par les concertations ? • Comment les différents plans d'action touchant le développement social (table de quartier, arrondissement, plan d'action local de santé publique–PAL du CSSS, etc.) sont-ils arrimés ensemble ? • Les mesures de santé publique inscrites dans le PAL du CSSS et faisant appel à la mobilisation des communautés soutiennent-elles les actions identifiées et/ou priorisées par le milieu ? • Quelles sont les collaborations à consolider ou à développer ?

Annexe II : Principales sources d'information

Documents consultés

Les principales sources d'information utilisées pour réaliser le portrait sont les suivantes :

- Arrondissement Ahuntsic-Cartierville, Plan d'action famille 2008-2010
- Bujold, Rénald, Conseil local des intervenants communautaires (CLIC) de Bordeaux-Cartierville, Portrait de concertations de quartier à Montréal, Direction de santé publique, Ville de Montréal et Centraide du Grand Montréal, 2000.
- Collectif Quartier, Atlas des quartiers, www.collectifquartier.org/atlas-des-quartiers, consulté le 22 mars 2010
- Comité local de revitalisation du secteur Laurentien-Grenet, Phase 1, Bâtir ensemble un quartier à notre image, diagnostic et plan d'action, 2007.
- Conseil local des intervenants communautaires (CLIC) de Bordeaux-Cartierville Plan d'action concerté en développement social Cartiervivre 2009-2012
- Conseil local des intervenants communautaires (CLIC) de Bordeaux-Cartierville, Rapport annuel 2009-2010
- Direction de santé publique, Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, Disparités dans l'accès à des aliments santé CSSS de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent, 2007
- Direction de santé publique Agence de la santé et des services sociaux, Enquête sur la Maturité Scolaire des enfants, Portrait du CSSS de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent, 2008
- Programme Prévention des toxicomanies, projets financés 2008-2009
- Projet Un milieu ouvert sur ses écoles, Rapport annuel 2008-2009
- Québec en forme, Bilan 2008-2009 et plan d'action
- RAP Jeunesse, plan d'action, bilan d'activités et rapport annuel 2008-2009
- Table de concertation jeunesse de Bordeaux-Cartierville, priorités générales
- Ville de Montréal, Entente administrative liant la Ville de Montréal et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, volet lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale du contrat de ville, projets financés reddition de compte 1er avril 2008 au 31 mars 2009

Connaissances des acteurs du milieu

Les connaissances de Sandra Lalancette et Dorothée Lacroix, organisatrices communautaires et Danielle Thériault, adjointe à la direction de la prévention, des services généraux et spécifiques du CSSS de Bordeaux-Cartierville-St-Laurent ainsi que celles de Nathalie Fortin, directrice du CLIC de Bordeaux-Cartierville (participation à quelques rencontres) et de Laurence Defressine, directrice du projet Un milieu ouvert sur ses écoles de la Table jeunesse de Bordeaux-Cartierville (une rencontre) ont été indispensables pour la réalisation de ce portrait. Ces connaissances ont été partagées lors de rencontres réunissant parfois toutes ou certaines de ces personnes les 21 janvier, 11 mars, 25 mars, 15 avril et 7 mai 2010. Enfin, la lecture de l'analyse globale des arrimages pour le territoire de Bordeaux-Cartierville a été effectuée par des professionnels du CSSS.

Annexe III : Tableau-synthèse - Perception de la participation des instances de concertation aux domaines du développement social en 2009-2010

Instances du développement social		Développement économique	Education	Logement	Transport	Aménagement-environnement	Sécurité Alimentaire	Vie communautaire et de quartier
	CONSEIL LOCAL DES INTERVENANTS COMMUNAUTAIRES (CLIC) DE BORDEAUX-CARTIERVILLE	X	X	X	X	X	X	X
	COMITÉ DE CITOYENS CIRCULATION				X			
	COMITÉ DES PARTENAIRES PLACES EN MOUVEMENT		X	X		X		X
	COMITÉ DE CITOYENS BOIS-DE-SARAGUAY					X		X
	COMITÉ FÊTES DE QUARTIER							X
	COMITÉ LOCAL DE REVITALISATION (CLR) DU SECTEUR LAURENTIEN-GRENET	X	X	X	X	X	X	X
	COMITÉ JE M'ACTIVE DANS MON QUARTIER				X	X	X	
	COMITÉ BIEN MANGER DANS BORDEAUX-CARTIERVILLE UNE AFFAIRE LOCALE						X	
	TABLE DE CONCERTATION JEUNESSE DE BORDEAUX-CARTIERVILLE				X		X	X
	UN MILIEU OUVERT SUR SES ÉCOLES		X		X	X	X	X
	COMITÉ 0-5 ANS	X	X				X	X
	COMITÉ 6-12 ANS		X					X
	COMITÉ 13-25 ANS		X					
	CDEC AHUNTSIC - CARTIERVILLE	X		X	X	X	X	X
	TABLE EN EMPLOYABILITÉ D'AHUNTSIC CARTIERVILLE	X						
	TABLE DES AÎNÉS DE BORDEAUX-CARTIERVILLE				X			X
	ARRONDISSEMENT D'AHUNTSIC-CARTIERVILLE	X		X	X		X	X
	PARTENAIRES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE -TABLE DE SÉCURITÉ URBAINE					X		
	CSSS DE BORDEAUX-CARTIERVILLE-SAINT-LAURENT		X	X	X	X	X	X

Annexe IV : Tableau-synthèse - Perception des principales contributions des initiatives et programmes de mobilisation en 2009-2010

	Développement économique	Éducation	Logement	Transport	Aménagement-environnement	Sécurité alimentaire	Vie communautaire et de quartier
Initiative montréalaise de soutien au développement social local	X Mobilisation Diagnostic	X Mobilisation Dév. compétences	X Mobilisation Diagnostic Priorisation	X Mobilisation Diagnostic Priorisation	X Soutien concertation Mobilisation Diagnostic Priorisation Participation citoyenne	X Diagnostic Priorisation Participation citoyenne	X Soutien concertation Priorisation Participation citoyenne
SIPPE Composante création environnements favorables	X Information-sensibilisation Dév. compétences	X Information-sensibilisation Dév. compétences				X Dév. compétences Info-sensibilisation	X Info-sensibilisation Amélioration milieu
EMES Volet milieu		X Mobilisation		X Diagnostic	X	X Diagnostic	X Amélioration milieu
EMES volet Prévention toxicomanies		X Diagnostic Accessibilité services Disponibilité services Dév. compétences Amélioration milieu Info-sensibilisation					
Prévention-ITSS		X Dév. compétences Info-sensibilisation					
Env. Urbains fav. À santé : Quartiers 21							
Env. Urbains fav À santé : Aménager quartiers durables				X Info-sensibilisation Accessibilité services Dév. compétences Amélioration du milieu	X Diagnostic Dév. compétences Amélioration milieu Info-sensibilisation Participation citoyenne		
Programme de soutien au développement de la sécurité alimentaire	X Diagnostic	X Information-sensibilisation Accessibilité services				X Diagnostic Accessibilité services Amélioration milieu Participation citoyenne	X Accessibilité services Amélioration milieu
Avenir d'enfants							

Zone grisée	LÉGENDE
Autres	Programme non disponible dans ce territoire
X	Financements autres que les programmes mentionnés en rubrique
	Participation du programme au domaine

Annexe IV : Tableau-synthèse - Perception des principales contributions des initiatives et programmes de mobilisation en 2009-2010 (suite)

	Développement économique	Éducation	Logement	Transport	Aménagement-environnement	Sécurité alimentaire	Vie communautaire et de quartier
Projet accessibilité							
Québec en forme		X Disponibilité et accessibilité des services Dév. compétences		X Accessibilité services Dév. compétences	X	X Mobilisation Dév. compétences Info-sensibilisation	
Revitalisation urbaine intégrée (RUI)	X Mobilisation Accessibilité des services	X Mobilisation Information-sensibilisation Dév. compétences Amélioration milieu	X Mobilisation Diagnostic Dév. compétences Amélioration milieu	X Mobilisation Diagnostic Disponibilité services Amélioration milieu	X Soutien concertation Diagnostic Priorisation	X Mobilisation Dév. compétences Info-sensibilisation	X Amélioration milieu Participation citoyenne
Entente MESS-Ville lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	X Mobilisation Diagnostic				X		
Autre : Développement économique Canada	X						

LÉGENDE

Zone grisée	Programme non disponible dans ce territoire
Autres	Financements autres que les programmes mentionnés en rubrique
X	Participation du programme au domaine

Annexe V : Tableau-synthèse - Démarches locales selon les domaines du développement social en 2009-2010

			Planification		Actions collectives		Stratégies de d.s.			
			Diagnostics	Priorisation		Actions et dimensions travaillées (incluant la planification)*		Politiques publiques	Participation citoyenne	Mobilisation
Domaines	Développement économique		- Diagnostic local effectué par le Conseil local des intervenants communautaires (CLIC) de Bordeaux-Cartierville dans le cadre de la planification stratégique Cartiervivre 2009-2012 - Diagnostic du Comité local de revitalisation (CLR) du secteur Laurentien-Grenet (2007) - <i>Brainstorming</i> sur le développement commercial réalisé par le CLR - Consultation de la population sur le développement économique autour de l'Axe Laurentien (PPU) (en cours) - Diagnostic développement commercial zone RUI (en cours) - Portrait 0-5ans, besoins de places en services de garde (2007) effectué par le Comité 0-5 ans - Portrait des services et activités visant l'intégration socioprofessionnelle des individus par la Table en employabilité d'Ahuntsic-Cartierville - Démarche d'information de la Table en employabilité relativement à la planification jeunesse - Diagnostic en lien avec le PALÉE porté par la CDEC Ahuntsic-Cartierville (2009) - Sondage de la CDEC en vue de mettre sur pied une association de marchands (2010) - Diagnostic effectué par la CDEC dans le cadre du projet <i>Je m'active dans Bordeaux-Cartierville</i>	- Priorisation dans le cadre de la planification stratégique Cartiervivre 2009-2012 du CLIC - Priorisation dans le plan d'intervention du Comité local de revitalisation (CLR) du secteur Laurentien-Grenet - Priorisation à la suite du <i>brainstorming</i> sur le développement commercial réalisé par le CLR - Priorisation à la suite de la consultation sur le développement économique autour de l'Axe Laurentien (PPU) - Priorisation de l'augmentation des places en services de garde à la suite du Portrait 0-5 ans (2007) par le Comité 0- 5 ans - Priorisation à la suite de la consultation de la Table en employabilité d'Ahuntsic-Cartierville sur les priorités et enjeux locaux en matière d'employabilité (consultation une fois par année) - Priorisation par la Table en employabilité dans le cadre de la planification jeunesse - Priorisation en lien avec le PALÉE porté par la CDEC (2009) - Priorisation suite au sondage de la CDEC en vue de mettre sur pied une association de marchands (2010)		- Planification stratégique Cartiervivre 2009-2012 du CLIC de Bordeaux-Cartierville : sondage, consultation des intervenants et citoyens relativement à l'emploi local et à la satisfaction quant à la diversité des commerces (1-2) - Priorités du plan d'intervention du CLR secteur RUI : économie et emploi (1-2) - Projet du CLR secteur RUI : embauche locale et actions de pré-employabilité du YMCA (3-7) - Salon de l'emploi du CLR secteur RUI (3-7) - Brainstorming du CLR secteur RUI sur le développement commercial (1-2-3-6) - Mobilisation des citoyens, consultation sur le développement économique autour de l'axe Laurentien, plan particulier d'urbanisme (RUI) (1-2-3-6-7) - Mobilisation des commerçants secteur RUI (1-3-4-6) - Ateliers de recherche d'emploi du Comité 0-5ans (5-7) - Activités pour augmenter le nombre de places en services de garde par le Comité 0-5 ans (1-2-3) - Portrait des services et activités visant l'intégration socioprofessionnelle des individus de la Table employabilité Ahuntsic-Cartierville (1) - Activités de mobilisation et de consultation des membres de la Table en employabilité en vue de recommandations au Centre local d'emploi d'Ahuntsic (2) - Outil de référence pour les intervenants pour les ressources locales en employabilité réalisé par la Table en employabilité d'Ahuntsic-Cartierville (7) - Démarche d'information relativement à la <i>Planification jeunesse</i> (1-2-7) - Plan de développement durable de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville (information manquante) - Plan d'action pour l'économie et l'emploi (PALÉE) de la CDEC Ahuntsic-Cartierville (1-2) - Sondage de la CDEC en vue de la mise sur pied d'une association de marchands dans Cartierville (1-2-5-6-7) - Projet de la CDEC <i>Je m'active dans BC</i> dans la zone RUI : transport actif et achat local (1) - Projet <i>Mon quartier, mon emploi</i> de la CDEC : maillage entre les immigrants chercheurs d'emploi et les commerçants (3-5-7) - Étude de faisabilité d'un marché public effectuée par le comité dans le cadre de <i>Bien manger dans BC : une affaire locale</i> (3-4-6-7)		- Interventions du Comité 0-5 ans pour l'augmentation du nombre de places en services de garde - Interventions du CLR et des citoyens relativement au PPU autour de l'Axe Laurentien - Recommandations de la Table en employabilité d'Ahuntsic-Cartierville relativement aux enjeux et priorités en employabilité au Centre local d'emploi	- Diagnostic et plan d'intervention du CLR secteur Laurentien-Grenet - <i>Brainstorming</i> sur le développement commercial réalisé par le CLR - Consultation de la population sur le développement économique autour de l'Axe Laurentien (PPU) - Étude de faisabilité d'un marché public effectuée par le comité <i>Bien manger dans Bordeaux-Cartierville</i>	- Diagnostic local et planification stratégique Cartiervivre 2009-2012 effectuée par le CLIC - Diagnostic et plan d'intervention du CLR secteur Laurentien-Grenet - <i>Brainstorming</i> sur le développement commercial réalisé par le CLR - Consultation de la population sur le développement économique autour de l'Axe Laurentien (PPU) - Mobilisation des commerçants zone RUI - Consultation de la Table en employabilité d'Ahuntsic-Cartierville relativement aux enjeux et priorités en employabilité - Mobilisation effectuée par la CDEC dans le cadre du projet <i>Je m'active dans Bordeaux-Cartierville</i>, du sondage en vue de mettre sur pied une association de marchands et de l'étude de faisabilité d'un marché public

* DIMENSIONS TRAVAILLÉES :

- 1 : Diagnostic
- 2 : Priorisation
- 3 : Accessibilité des services
- 4 : Disponibilité des services
- 5 : Développement des compétences
- 6 : Amélioration du milieu de vie
- 7 : Information-sensibilisation

Annexe V : Tableau-synthèse - Démarches locales selon les domaines du développement social en 2009-2010 (suite)

			Planification			Actions collectives			Stratégies de d.s.		
			Diagnostics	Priorisation		Actions et dimensions travaillées (incluant la planification)*			Politiques publiques	Participation citoyenne	Mobilisation
Domaines	Éducation		- Portrait sur les habitudes de vie des jeunes entre 6 et 25 ans (2010) - Portrait habitudes de vie du Comité 13-25 ans (2010) - Forum local sur la maturité scolaire organisé par le CSSS de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent (2010) - (à la suite du rapport <i>Enquête sur la maturité scolaire des enfants montréalais, Portrait du CSSS de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent</i> (DSP 2008))	- Priorisation effectuée lors du Forum sur la maturité scolaire organisé par le CSSS (2010) - Priorisation dans le cadre des démarches d'orientation et d'actions locales relativement à l'approche <i>Écoles et milieu en santé</i> (ÉMES) (en continu)		- Soutien du CLIC à l'exercice de la citoyenneté (5-6-7) - Amélioration de l'accès aux services communautaires CLR secteur RUI (7) - Activités d'information sur la salubrité des logements CLR secteur RUI (7) - <i>Activités d'information Bien manger dans Bordeaux-Cartierville</i> du CLR secteur RUI (7) - Activités d'information sur le transport actif CLR secteur RUI (6-7) - <i>Projet Ici et maintenant</i> du Comité des partenaires de Places en mouvement : participation et accompagnement des résidents (et ceux déplacés) pour la prise en charge (5) - <i>Cours de français projet Places en mouvement</i> (5) - Ateliers sur la sécurité de Places en mouvement (5-6-7) - Plan d'action <i>Un milieu ouvert sur ses écoles</i> (MOÉ) incluant divers moyens et stratégies (3-5-6-7) - Développement de la participation citoyenne des jeunes et des parents (MOÉ) (5-7) - Sensibilisation des jeunes à la santé (MOÉ) (5-6-7) - Soutien aux parents (MOÉ) (5-7) - Journal Passeport (MOÉ) (5-7) - Plan d'action du Comité 0-5 ans de la Table jeunesse comprenant divers moyens et stratégies (5-7) - Outil d'information du Comité 0-5 ans sur les ressources pour les parents (3-7) - Ateliers de développement des compétences parentales du Comité 0-5 ans (5-7) - Ateliers de stimulation précoce du Comité 0-5 ans (5) - Programmation des ateliers 6-12 ans par le Comité 6-12 ans de la Table jeunesse (7) - Portrait habitudes de vie du Comité 6-12 ans (1) - Pièce de théâtre du Comité 6-12 ans (5-7) - Pièce de théâtre du Comité 13-25 ans (5-7) - Portrait habitudes de vie du Comité 13-25 ans (1) - Forum local sur la maturité scolaire organisé par le CSSS de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent (1-2-7) - Comité de suivi du forum sur la maturité scolaire mis sur pied par le CSSS (5-7) - Démarches d'orientation et d'actions locales relativement à l'approche <i>Écoles et milieu en santé</i> (ÉMES) réalisées par le CSSS (2-7)		- Interventions du CLIC pour l'amélioration et l'harmonisation des politiques publiques - Interventions sur les politiques publiques du Comité de suivi du Forum local sur la maturité scolaire	- Soutien du CLIC à l'exercice de la citoyenneté - Soutien du Comité des partenaires <i>Places en mouvement</i> aux résidents et accompagnement pour la prise en charge dans le cadre du projet <i>Ici et maintenant</i> - Participation des jeunes et des parents dans le cadre du plan d'action <i>Un milieu ouvert sur ses écoles</i> de la Table de concertation jeunesse	- Forum sur la maturité scolaire et activités du Comité de suivi du forum - Démarches d'orientation et d'actions locales relativement à l'approche <i>Écoles et milieu en santé</i> (ÉMES)	

* DIMENSIONS TRAVAILLÉES :

- 1 : Diagnostic
- 2 : Priorisation
- 3 : Accessibilité des services
- 4 : Disponibilité des services
- 5 : Développement des compétences
- 6 : Amélioration du milieu de vie
- 7 : Information-sensibilisation

Annexe V : Tableau-synthèse - Démarches locales selon les domaines du développement social en 2009-2010 (suite)

		Planification			Actions collectives		Stratégies de d.s.		
		Diagnostics	Priorisation				Politiques publiques	Participation citoyenne	Mobilisation
Domaines	Logement	- Diagnostic local effectué par le CLIC dans le cadre de la planification stratégique Cartiervivre 2009-2012 - Recensement de l'offre de logements sociaux dans la zone RUI (2009) - Diagnostic Comité aviseur des partenaires du quartier et citoyens <i>Places en mouvement</i> (en continu) - Étude sur le logement social CDEC Ahuntsic-Cartierville en collaboration avec le CSSS de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent et le CSSS d'Ahuntsic et Montréal-Nord (2009)	- Priorisation dans le plan d'action du CLIC des enjeux touchant le logement dans la zone RUI - Priorisation par le CLR à la suite du recensement de l'offre en logements sociaux - Priorisation à la suite du diagnostic par le Comité aviseur des partenaires du quartier et citoyens <i>Places en mouvement</i> - Priorisation dans le plan d'action en développement social et le plan d'action de la politique familiale de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville (en cours)		- Plan d'action du CLIC dont des aspects touchent la qualité et l'accessibilité au logement (1-2) - Point statutaire sur le logement lors des rencontres régulières du CLIC (7) - Soutien du CLIC à l'exercice de la citoyenneté (5-6-7) - Recensement de l'offre de logements sociaux dans la zone RUI (1-2) - Projet <i>Droits et obligations des locataires</i> du CLR secteur RUI (5-7) - Soutien à des projets de développement dans la zone RUI (Porte d'or des îles et SOCAM) (3-4-6) - Actions du Comité aviseur des partenaires du quartier et citoyens <i>Places en mouvement</i> : appropriation des volets physique, socio-sanitaire et sociodémographique du projet (1-2-7) - Influence du comité de travail <i>Milieu de vie</i> de <i>Places en mouvement</i> (6) - Actions du comité des résidents de <i>Places en mouvement</i> (5-6) - Soutien aux résidents de <i>Places en mouvement</i> par un bulletin d'information (5-7) - Plan de développement social de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville et soutien financier au projet <i>Partenaires Places en mouvement</i> (2-3-5-6) - Plan d'action de la politique familiale de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville (2-3-5-6) - Étude sur le logement social réalisée par la CDEC en collaboration avec le CSSS de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent et le CSSS d'Ahuntsic et Montréal-Nord (1-4) - Actions prévues pour des logements adaptés aux groupes ciblés dans le PALÉE 2009-2012 réalisé par la CDEC (3-4-6) - Soutien du CSSS aux projets collectifs RUI et <i>Places en mouvement</i> par l'organisation communautaire (5-6-7) - Soutien à l'étude sur le logement social de la CDEC (3-4-6) - Soutien du CSSS aux organismes à but non lucratif de logements sociaux par l'organisation communautaire (3-6)		- Interventions sur les politiques publiques discutées lors des rencontres régulières du CLIC et lors d'activités avec les citoyens - Interventions sur les politiques publiques discutées au Comité aviseur des partenaires du quartier et citoyens <i>Places en mouvement</i>	- Soutien du CLIC à l'exercice de la citoyenneté - Soutien à la participation citoyenne au comité de travail <i>Milieu de vie</i> et au comité des résidents de <i>Places en mouvement</i> - Soutien du CSSS à la participation citoyenne dans la zone RUI et dans <i>Places en mouvement</i>	- Mobilisation des acteurs par le CLIC lors du point statutaire sur le logement inscrit aux rencontres régulières de la table - Mobilisation des groupes visés par les projets de développement <i>Porte d'or</i> des îles et SOCAM (CLR du secteur Laurentien-Grenet) - Mobilisation des résidents au comité aviseur des partenaires du quartier et citoyens et au comité des résidents de <i>Places en mouvement</i>

* DIMENSIONS TRAVAILLÉES :

- 1 : Diagnostic
- 2 : Priorisation
- 3 : Accessibilité des services
- 4 : Disponibilité des services
- 5 : Développement des compétences
- 6 : Amélioration du milieu de vie
- 7 : Information-sensibilisation

Annexe V : Tableau-synthèse - Démarches locales selon les domaines du développement social en 2009-2010 (suite)

		Planification		Actions collectives		Stratégies de d.s.		
		Diagnostics	Priorisation	Actions et dimensions travaillées (incluant la planification)*		Politiques publiques	Participation citoyenne	Mobilisation
Domaines	Transport	- Diagnostic local effectué par le CLIC dans le cadre de la planification stratégique Cartiervivre 2009-2012 - Identification des enjeux et problématiques par le comité de citoyens <i>Circulation</i> du CLIC (en cours) - Étude de faisabilité du CLR Laurentien-Grenet pour projet d'autobus communautaire - Documentation des enjeux de transport et de circulation et sondage auprès des citoyens par le CLR (en cours) - Diagnostic sur les besoins relatifs au transport actif effectué par le comité <i>Je m'active dans mon quartier</i> - État de situation/besoins des aînés en matière de transport réalisé par la Table des aînés - Diagnostics plan de transport et circulation, plans de développement social, plan d'action famille et plan d'action en développement durable de l'arrondissement d'Ahuhtsic-Cartierville - Portrait des habitudes de vie des jeunes de 6 à 25 ans de la Table de concertation jeunesse	- Priorisation dans le plan d'action Cartiervivre 2009-2012 du CLIC des enjeux touchant le transport (amélioration de la sécurité des piétons et du transport en commun) - Priorisation par le comité <i>Je m'active dans mon quartier</i> - Priorisation par la Table des aînés - Priorisation dans le plan de transport et circulation, les plans de développement social, plan d'action famille et plan d'action en développement durable de l'arrondissement d'Ahuhtsic-Cartierville	- Plan d'action Cartiervivre 2009-2012 du CLIC enjeux liés à l'amélioration de la sécurité des piétons et du transport en commun (1-2) - Soutien du CLIC à l'exercice de la citoyenneté 5-6-7 - Identification des enjeux et problématiques par le comité de citoyens <i>Circulation</i> du CLIC (1) - Représentations par le comité de citoyens <i>Circulation</i> du CLIC (6-7) - Étude de faisabilité pour l'acquisition d'un autobus communautaire par le CLR du secteur Laurentien-Grenet (1) - Plan d'action <i>Unis Verts Urbains</i> du CLR du secteur Laurentien-Grenet, projet collectif favorisant le transport actif, la sécurité dans les déplacements à pied, à vélo, etc. (5-7) - Documentation des enjeux de transport et de circulation et sondage auprès des citoyens par le CLR (1) - Projet <i>Je m'active dans mon quartier</i> (CLR) du secteur Laurentien-Grenet favorisant le transport actif : (1-2-6-7) - Portrait sur les habitudes de vie des jeunes entre 6 et 25 ans de la Table Jeunesse (1) - Projet <i>Mon école à pied-à vélo d'Un milieu ouvert sur ses écoles</i> de la Table Jeunesse (7) - État de situation/besoins des aînés en matière de transport réalisé par la Table des aînés (1-2) - Actions Table des aînés projet <i>Navette Or</i> (3-6) - Plans de transport et de circulation de l'arrondissement d'Ahuhtsic-Cartierville (1-2) - Plans d'action politique familiale et en développement social de l'arrondissement Ahuhtsic-Cartierville (1-2) - Plan d'action en développement durable de l'arrondissement d'Ahuhtsic-Cartierville (1-2-3-6) - Soutien du CSSS aux projets collectifs de transport alternatif (7)		- Travail sur les politiques publiques dans le cadre du soutien du CLIC à l'exercice de la citoyenneté - Représentations du comité de citoyens <i>Circulation</i> du CLIC auprès des décideurs municipaux de la zone RUI - Interventions sur les politiques publiques du comité <i>Je m'active dans mon quartier</i> (CLR) - Interventions de la Table des aînés projet <i>Navette Or</i> - Harmonisation des politiques publiques avec les plans de développement social, plan d'action famille et plan d'action en développement durable de l'arrondissement d'Ahuhtsic-Cartierville	- Soutien du CLIC à l'exercice de la citoyenneté - Représentations du comité <i>Circulation</i> du CLIC auprès des décideurs municipaux de la zone RUI - Participation des citoyens au plan d'action <i>Unis Verts Urbains</i> du CLR du secteur Laurentien-Grenet - Participation des citoyens au projet <i>Je m'active dans mon quartier</i> (CLR) - Participation des aînés projet <i>Navette Or</i> - Participation des citoyens au comité citoyens du plan de développement durable de l'arrondissement d'Ahuhtsic-Cartierville	- Mobilisation des citoyens par le comité citoyens <i>Circulation</i> du CLIC - Mobilisation des citoyens en lien avec le plan d'action <i>Unis Verts Urbains</i> du CLR Laurentien-Grenet

* DIMENSIONS TRAVAILLÉES :

- 1 : Diagnostic
- 2 : Priorisation
- 3 : Accessibilité des services
- 4 : Disponibilité des services
- 5 : Développement des compétences
- 6 : Amélioration du milieu de vie
- 7 : Information-sensibilisation

Annexe V : Tableau-synthèse - Démarches locales selon les domaines du développement social en 2009-2010 (suite)

		Planification			Actions collectives		Stratégies de d.s.		
		Diagnostics	Priorisation		Actions et dimensions travaillées (incluant la planification)*		Politiques publiques	Participation citoyenne	Mobilisation
Domaines	Aménagement-environnement	- Sondage sur les thèmes des parcs et des espaces verts, démarche Cartiervivre 2009-2012 du CLIC - Diagnostic du CLIC en lien avec la consultation sur le Programme particulier en urbanisme (PPU) de l'arrondissement d'Ahuhtsic-Cartierville (en cours) - Diagnostic du Comité local de revitalisation (CLR) du secteur Laurentien-Grenet (2007) - Diagnostic sur la sécurité du Comité local de revitalisation (CLR) du secteur Laurentien-Grenet - Diagnostic sur les besoins relatifs au transport actif effectué par le comité Je m'active dans mon quartier du CLR - Diagnostic Comité aviseur des partenaires du quartier et citoyens Places en mouvement (en continu) - Diagnostic de la CDEC Ahuhtsic-Cartierville sur le développement récréotouristiqu - Diagnostic de la Table de sécurité urbaine - Diagnostic du Comité des partenaires en développement durable (en cours) - Diagnostic corridor Gouin (en cours)	- Priorisation du secteur RUI suite au sondage sur les thèmes des parcs et des espaces verts-démarche Cartiervivre 2009-2012 du CLIC - Priorisation à la suite des diagnostics suivants : - Diagnostic du Comité local de revitalisation (CLR) du secteur Laurentien-Grenet et diagnostic sur la sécurité - Diagnostic sur les besoins relatifs au transport actif effectué par le comité Je m'active dans mon quartier (CLR) - Diagnostic Comité aviseur des partenaires du quartier et citoyens Places en mouvement (en continu) - Diagnostic de la CDEC Ahuhtsic-Cartierville sur le développement récréotouristique - Diagnostic de la Table de sécurité urbaine - Diagnostic du Comité des partenaires en développement durable (en cours) - Diagnostic corridor Gouin (en cours) - Revitalisation des espaces commerciaux priorisée par le Comité local de revitalisation (CLR) du secteur Laurentien-Grenet (en cours)	- Sondage et priorisation sur les thèmes des parcs et des espaces verts-démarche Cartiervivre 2009-2012 du CLIC (1-2) - Diagnostic du CLIC en lien avec la consultation sur le Programme particulier en urbanisme (PPU) de l'arrondissement d'Ahuhtsic-Cartierville (1-2-3-4-5-6-7) - Soutien à l'exercice de la citoyenneté offert par le CLIC (5-6-7) - Actions du Comité de citoyens Bois-de-Saraguay pour l'accessibilité à cet espace collectif (3-5-6-7) - Diagnostic du Comité local de revitalisation (CLR) du secteur Laurentien-Grenet (1-2) - Diagnostic sur la sécurité du Comité local de revitalisation (CLR) du secteur Laurentien-Grenet (1-2) - Arrimages des actions du CLR Laurentien Grenet : enlever les graffitis, faire des dessins sur les trottoirs (6) - Projet Unis Verts Urbains du CLR Laurentien-Grenet (6) - Revitalisation des espaces commerciaux priorisé par le Comité local de revitalisation (CLR) du secteur Laurentien-Grenet (2) - Projet Je m'active dans mon quartier du CLR Laurentien-Grenet : transport actif (1-2-6-7) - Actions du Comité aviseur des partenaires du quartier et citoyens Places en mouvement : appropriation des volets physique, socio-sanitaire et sociodémographique du projet (1-2-7) - Influence du comité de travail Milieu de vie de Places en mouvement (6) - Actions du comité des résidents de Places en mouvement (5-6) - Soutien aux résidents de Places en mouvement par un bulletin d'information (5-7) - Activités de sensibilisation réalisées par Un milieu ouvert sur ses écoles (5-7) - Soutien au développement récréotouristique par la CDEC (1-2-3-6) - Soutien au développement des artères commerciales par la CDEC (6) - Actions de la table de sécurité urbaine des partenaires pour le développement durable de l'arrondissement d'Ahuhtsic-Cartierville (1-2-3-6) - Comité citoyens en développement durable, arrondissement d'Ahuhtsic-Cartierville (6) - Actions du Comité des partenaires pour le développement durable de l'arrondissement d'Ahuhtsic-Cartierville (1-2-3-6) - Actions sur l'aménagement du corridor Gouin de l'Arrondissement Ahuhtsic-Cartierville (1-2-3-6) - Soutien aux projets collectifs par le CSSS de Bordeaux-Cartierville-St-Laurent (7)	- Interventions sur les politiques publiques discutées dans le cadre du soutien à la citoyenneté offert par le CLIC - Interventions du CLIC sur le Programme particulier en urbanisme (PPU) de l'arrondissement d'Ahuhtsic-Cartierville - Interventions du comité Je m'active dans mon quartier (CLR) - Interventions sur les politiques publiques discutées au Comité aviseur des partenaires du quartier et citoyens Places en mouvement - Interventions du comité de citoyens Bois-de-Saraguay	- Soutien du CLIC à l'exercice de la citoyenneté - Soutien du CLIC à la participation des citoyens à la consultation sur le Programme particulier en urbanisme (PPU) de l'arrondissement d'Ahuhtsic-Cartierville - Soutien à la participation citoyenne au comité de travail Milieu de vie et au comité des résidents de Places en mouvement - Comité de citoyens Bois de Saraguay - Participation des citoyens au projet Je m'active dans mon quartier (CLR) - Comité citoyens en développement durable, arrondissement d'Ahuhtsic-Cartierville	- Mobilisation soutenue par le CLIC pour la consultation sur le Programme particulier en urbanisme (PPU) de l'arrondissement d'Ahuhtsic-Cartierville - Mobilisation des résidents au comité aviseur des partenaires du quartier et citoyens et au comité des résidents de Places en mouvement - Mobilisation des citoyens par le Comité de citoyens Bois de Saraguay - Mobilisation des acteurs dans le cadre de la table de sécurité urbaine et le comité des partenaires en développement durable mis sur pied par l'arrondissement d'Ahuhtsic-Cartierville - Contribution du CSSS de Bordeaux-Cartierville-St-Laurent à la mobilisation par l'équipe d'organismateurs communautaires		

* DIMENSIONS TRAVAILLÉES :

- 1 : Diagnostic
- 2 : Priorisation
- 3 : Accessibilité des services
- 4 : Disponibilité des services
- 5 : Développement des compétences
- 6 : Amélioration du milieu de vie
- 7 : Information-sensibilisation

Annexe V : Tableau-synthèse - Démarches locales selon les domaines du développement social en 2009-2010 (suite)

		Planification			Actions collectives		Stratégies de d.s.		
		Diagnostics	Priorisation				Politiques publiques	Participation citoyenne	Mobilisation
Domaines	Sécurité alimentaire	- Sondage dans le cadre de Cartiervivre 2009-2012 du CLIC - Diagnostic du Comité bien manger du Comité local de revitalisation du secteur Laurentien-Grenet - Étude sur les habitudes de vie des jeunes (dont l'alimentation) réalisée par la Table de concertation Jeunesse de Bordeaux-Cartierville - Étude de faisabilité réalisée par la CDEC pour le développement de l'offre en fruits et légumes	- Priorisation du secteur RUI à la suite du sondage effectué dans le cadre de la démarche de planification stratégique Cartiervivre 2009-2012 du CLIC - Priorisation à la suite du diagnostic du Comité bien manger du CLR : projet <i>Bien manger dans Bordeaux-Cartierville : Une affaire locale</i> - Priorisation à la suite de l'étude de faisabilité réalisée par la CDEC pour le développement de l'offre en fruits et légumes (en cours-4^e année)		- Sondage dans le cadre de Cartiervivre 2009-2012 du CLIC (1-2) - Soutien à l'exercice de la citoyenneté offert par le CLIC (5-6-7) - Projet bon marché-bonne santé du CLR du secteur Laurentien-Grenet (5-7) - Projet agriculture urbaine du CLR Laurentien-Grenet (3-4-5-6-7) - Projet <i>Bien Manger dans Bordeaux-Cartierville une affaire locale du Comité bien manger du CLR (1-2-3-4-6-7)</i> - Étude sur les habitudes de vie des jeunes (dont l'alimentation) réalisé par la Table de concertation Jeunesse de Bordeaux-Cartierville (1) - Ateliers d'information et ateliers éducatifs projet <i>Un milieu ouvert sur ses écoles (5-6-7)</i> - Ateliers et conférences sur l'alimentation pour les familles avec enfants 0-5 ans en contexte de vulnérabilité du Comité 0-5 ans de la Table jeunesse (5-6-7) - Cuisine familiale pour les familles avec enfants 0-5 ans en contexte de vulnérabilité du Comité 0-5 ans de la Table jeunesse (5-7) - Étude de faisabilité réalisée par la CDEC pour le développement de l'offre en fruits et légumes (1-2) - Mise en place des marchés et pérennisation du projet <i>Bien Manger dans Bordeaux-Cartierville une affaire locale</i> par la CDEC (3-4-5-6-7) - Appui au projet <i>Bien Manger dans Bordeaux-Cartierville une affaire locale</i> par l'arrondissement d'Ahuhtic-Cartierville par la présence d'une personne ressource (3-4-5-6-7) - Appui au projet <i>Bien Manger dans Bordeaux-Cartierville une affaire locale</i> par le CSSS de Bordeaux-Cartierville- Saint-Laurent par la présence d'une personne ressource (3-4-5-6-7) - Promotion de la consommation de produits locaux dans le cadre du projet Je m'active dans Bordeaux-Cartierville		- Travail sur les politiques publiques dans le cadre du soutien du CLIC à l'exercice de la citoyenneté	- Soutien du CLIC à l'exercice de la citoyenneté - Projet <i>Bien Manger dans Bordeaux-Cartierville une affaire locale</i> (Comité bien manger du CLR), appui au projet par la CDEC, le CSSS et l'arrondissement - Projet d'agriculture urbaine (CLR) - Ateliers d'information et ateliers éducatifs projet <i>Un milieu ouvert sur ses écoles</i>	- Projet <i>Bien Manger dans Bordeaux-Cartierville une affaire locale</i> (Comité bien manger du CLR), appui au projet par la CDEC, le CSSS et l'arrondissement - Projet d'agriculture urbaine (CLR)

* DIMENSIONS TRAVAILLÉES :

- 1 : Diagnostic
- 2 : Priorisation
- 3 : Accessibilité des services
- 4 : Disponibilité des services
- 5 : Développement des compétences
- 6 : Amélioration du milieu de vie
- 7 : Information-sensibilisation

Annexe V : Tableau-synthèse - Démarches locales selon les domaines du développement social en 2009-2010 (suite)

			Planification			Actions collectives			Stratégies de d.s.		
			Diagnostics	Priorisation		Actions et dimensions travaillées (incluant la planification)*			Politiques publiques	Participation citoyenne	Mobilisation
Domaines		Vie communautaire et de quartier	- Sondage effectué par le CLIC dans le cadre de Cartiervivre 2009-2012 - Démarche du Tout-inclus : situation et besoins des nouveaux arrivants (en cours) - Démarche Maison de quartier (en cours) - Carrefour des voisins dans chaque école - PALÉE 2009-2012 - Plan de développement social et plan d'action de la politique familiale de l'arrondissement d'Ahuhtsic-Cartierville - Soutien au développement des organismes, à la concertation et à la participation citoyenne par le CSSS de Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent	- Priorisation de la qualité de vie dans Cartiervivre 2009-2012 suite au sondage effectué par le CLIC - Démarche du Tout-inclus : amélioration de la structure d'accueil des nouveaux résidents et arrivants - Maison de quartier - Projet Carrefour des voisins - PALÉE 2009-2012 - Plan de développement social et plan d'action de la politique familiale de l'arrondissement d'Ahuhtsic-Cartierville - Soutien au développement des organismes, à la concertation et à la participation citoyenne par le CSSS Bordeaux-Cartierville-Saint-Laurent		- Sondage effectué par le CLIC dans le cadre de Cartiervivre 2009-2012 (1-7) - Cafés-rencontres organisés par le CLIC (5-6-7) - Différentes stratégies de communication du CLIC (5-7) - Soutien aux comités de citoyens par le CLIC (5-6) - Démarche du Tout-inclus du CLIC visant à améliorer la structure d'accueil des nouveaux résidents et arrivants (1-2-3-6-7) - Projet du CLIC : Maison de quartier (1-2-6) - Projet du CLIC : Carrefour des voisins dans les écoles (1-2-3-6) - Soutien par le CLIC à la mise en place du complexe aquatique, sportif et communautaire (4-6) - Consultation et information suite au projet Bois-de-Saraguay par le comité de citoyens Bois-de-Saraguay (5-6-7) - Activités organisées par le Comité Fêtes de quartier : marché, souper interculturel, hiver en fête, etc. (3-4-6-7) - Dans un parc près de chez vous, animation, cinéma organisé par le CLR du secteur Laurentien-Grenet (6) - Plan d'action Un milieu ouvert sur ses écoles comprenant une centaine de moyens et stratégies (3-5-6-7) - Développement de la participation citoyenne des jeunes Un milieu ouvert sur ses écoles (5-7) - Sensibilisation des jeunes à la santé Un milieu ouvert sur ses écoles (5-6-7) - Groupe de marche et du CLR Laurentien-Grenet (6) - Trocs-tes-Trucs du CLR Laurentien-Grenet : échanges d'objets (6-7) - Différentes activités pour favoriser la vie communautaire et le sentiment d'appartenance projet Places en mouvement (6-7) - Cueillette de vêtements pour les familles avec enfants d'âge scolaire organisée par la Table jeunesse (6) - Fête SIPPE organisée par le Comité 0-5 ans Table jeunesse (6-7) - Promotion des activités Comité 0-5 ans Table jeunesse (7) - Rentrée scolaire des 6-12 ans Comité 6-12 ans Table Jeunesse (6-7) - Pique-niques familiaux, activités familiales, culturelles et sportives organisés par Un milieu ouvert sur ses écoles (3-6) - Salon des partenaires organisé par Un milieu ouvert sur ses écoles (7) - Passeport Jeunesse par Un milieu ouvert sur ses écoles (5-7) - Animation estivale par Un milieu ouvert sur ses écoles (5-6) - Salon des aînés organisé par la Table des aînés (5-6-7) - Développement des artères commerciales dans le cadre du PALÉE dont opportunités de rencontres et d'échanges entre les résidents) porté par la CDEC (1-2-6) - Plan de développement social et plan d'action de la politique familiale (objectifs visant la cohésion sociale et le développement du sentiment d'appartenance) de l'arrondissement d'Ahuhtsic-Cartierville (1-2) - Soutien au développement des organismes, à la concertation et à la participation citoyenne par le CSSS dans une perspective de vie communautaire (1-2-3-4-5-6-7)		- Maison de quartier - Carrefour des voisins dans chaque école - Soutien par le CLIC à la mise en place du complexe aquatique, sportif et communautaire - Soutien au développement des organismes, à la concertation et à la participation citoyenne par le CSSS	- Démarchage pour créer le lien social et augmenter l'espace citoyen et veille stratégique (CLIC) - Cafés-rencontres (CLIC) - Différentes stratégies de communication du CLIC - Soutien aux comités de citoyens (CLIC) - Carrefour des voisins dans chaque école (CLIC) - Consultation et information suite au projet Bois-de-Saraguay par le comité de citoyens Bois-de-Saraguay - Fête de la famille, marché, souper interculturel, hiver en fête organisés par le Comité Fêtes de quartier - Participation vie communautaire Places en mouvement (Comité des partenaires Places en mouvement) - Plan d'action Un milieu ouvert sur ses écoles - Développement de la participation citoyenne Un milieu ouvert sur ses écoles - Salon des partenaires Un milieu ouvert sur ses écoles - Salon des aînés organisé par la Table des aînés - Soutien au développement des organismes, à la concertation et à la participation citoyenne par le CSSS	- Démarche Cartiervivre 2009-2012 effectuée par le CLIC - Démarche du Tout-inclus facilitant l'accueil des nouveaux arrivants (CLIC) - Maison de quartier (CLIC) - Carrefour des voisins dans chaque école (CLIC) - Soutien par le CLIC à la mise en place du complexe aquatique, sportif et communautaire - Fête de la famille, marché, souper interculturel, hiver en fête organisés par le Comité Fêtes de quartier - Participation vie communautaire Places en mouvement (Comité des partenaires Places en mouvement) - Salon des partenaires Un milieu ouvert sur ses écoles - Salon des aînés organisé par la Table des aînés - Soutien au développement des organismes, à la concertation et à la participation citoyenne par le CSSS	

* DIMENSIONS TRAVAILLÉES :

- 1 : Diagnostic
- 2 : Priorisation
- 3 : Accessibilité des services
- 4 : Disponibilité des services
- 5 : Développement des compétences
- 6 : Amélioration du milieu de vie
- 7 : Information-sensibilisation

Annexe VI : Lexique

Les définitions présentées ci-dessous visent à établir une compréhension commune des termes utilisés. En ce sens, certaines définitions ont été adaptées au contexte du projet. Elles ont été présentées aux répondants dans les territoires lors de la collecte de données pour la réalisation des portraits et ont été bonifiées par leurs commentaires.

Les définitions ajoutées lors de l'analyse des portraits sont marquées d'un astérisque (*).

Catégories

- Termes généraux
- Domaines du développement social
- Instances de concertation
- Types d'actions collectives
- Raisons sous-jacentes aux actions ou à la mise en place des instances de concertation
- Programmes et initiatives de mobilisation des communautés

Termes généraux

Action collective

Actions pour lesquelles plusieurs partenaires ont été impliqués soit à l'étape de la planification, de la réalisation ou de l'évaluation. Ceci exclut d'emblée les actions faites par un seul organisme, même s'il est le seul du territoire à les réaliser.

*Arrimage

Dans le contexte du projet, toutes les coopérations établies entre les instances de concertation d'un territoire (actions collectives, liens structuraux entre les instances et liens de coopération dynamiques) qui visent l'élaboration d'une vision partagée et le faire-ensemble.

Concertation

Processus de mise en relation structurée et durable entre des acteurs sociaux autonomes qui acceptent de partager de l'information, de discuter de problèmes/projets communs, et de convenir d'objectifs et d'actions susceptibles de les engager ou non dans des partenariats.³

Table de concertation : Mécanisme participatif d'échange, d'analyse et d'action structuré et animé sur une base permanente dans le but de permettre l'identification d'une vision, de priorités et de stratégies communes; favoriser le partage des ressources et des expertises; faciliter la circulation de l'information. Source : Site Internet Collectif Quartier consulté le 6 décembre 2009

Développement des communautés

Processus de coopération volontaire, d'entraide et de construction de liens sociaux entre acteurs d'un milieu local (communauté géographique) ou d'un réseau (communauté identitaire). Ce processus vise l'amélioration des conditions de vie sur les plans social, culturel, économique et

³ Bourque, D. (2008). Concertation et partenariat. Entre levier et piège du développement des communautés. Québec : Presses de l'Université du Québec, p, 5.

environnemental. Source : Inspiré de la définition du Programme national de santé publique 2003-2012, mise à jour 2008 in Site Internet Collectif Quartier consulté le 6 décembre 2009

Développement durable

Au Québec, le développement durable s'entend comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Le développement durable s'appuie sur une vision à long terme qui prend en compte le caractère indissociable des dimensions environnementale, sociale et économique des activités de développement. » Source : site internet du Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, consulté le 5 juin 2012.

Permet aux individus et aux sociétés de satisfaire leurs principaux besoins d'accès d'une manière sécuritaire et compatible avec la santé des humains et des écosystèmes, avec équité entre les générations, dont le coût est raisonnable, qui fonctionne efficacement, qui offre un choix de moyen de transport et qui appuie une économie dynamique — qui limite les émissions et les déchets de manière à ce que ceux-ci ne dépassent pas la capacité que possède la planète de les absorber, minimise la consommation des ressources non renouvelables, limite la consommation des ressources renouvelables dans le respect des principes de développement durable; réutilise et recycle ses composantes et minimise l'usage des terres et le bruit. Source : Définition du transport durable, site internet du Centre pour le transport durable, à l'Université de Winnipeg, consulté le 5 juin 2012.

Développement social : vision du développement social

« Le développement social est un ensemble de moyens pris par la société, pour permettre aux personnes de s'épanouir pleinement, de pouvoir participer à la vie sociale, et de disposer de droits sociaux inscrits dans les chartes québécoise et canadienne des droits et libertés de la personne. »

« Les moyens à privilégier doivent viser à rejoindre : les personnes (renforcement du potentiel des personnes, exercice de la citoyenneté), les collectivités locales (développement local, renforcement des solidarités locales et lieux de démocratie), l'ensemble des acteurs sociaux à travers des pratiques favorisant la concertation, l'équité, la solidarité sociale, l'intersectorialité, une ouverture pour l'innovation et des préoccupations pour le développement durable. » Source : Site Internet Réseau québécois de développement social consulté le 6 décembre 2009

Liens structuraux

Liens formels de coopération ou de rattachement entre deux instances de concertation. Il peut s'agir de liens de membership (l'une des deux instances est membre de l'autre); de liens de représentation (l'instance siège pour une période déterminée ou à un siège réservé à une autre instance); de liens formalisés de communication (l'une des deux instances a un point statutaire à la rencontre de l'autre instance, une chronique dans le journal de l'autre instance, etc.); liens de rattachement formel (liens légaux ou structuraux entre les instances; par exemple, sous-comité, mandataire, fiduciaire).

Liens dynamiques

Liens de collaboration qui s'établissent entre deux instances de concertation ou plus à propos de leurs actions collectives. Il peut s'agir de liens de regroupement et partage d'informations sur les actions collectives à entreprendre; de liens de planification conjointe (priorisation et plan d'action communs) des actions collectives; de mise en place, mise en œuvre et réalisation des actions collectives; de liens de coordination, d'évaluation, de gestion, d'administration conjointe des actions collectives.

***Types de dyades ou de triades qui entretiennent des liens dynamiques**

Dans la partie d'analyse des portraits, les termes suivants ont été utilisés pour distinguer les différents types d'instances qui contribuent à la concertation locale :

Instances communautaires

Tables, comités, collectifs de projets autonomes qui rassemblent différents acteurs de la société civile, en particulier issus du milieu communautaire.

Instances publiques

Organismes publics ou instances avec mandat de mobilisation confié par une instance publique.

PPP

Instance philanthropique, instance issue d'un partenariat public philanthropique et/ou qui exerce un mandat confié par une organisation philanthropique.

En principe, une instance (comité, sous-comité, table, etc.) est qualifiée de la même manière que son instance de rattachement. Par exemple, le comité de persévérance scolaire d'une commission scolaire est une instance publique. Le comité maturité scolaire d'une table enfance famille est une instance communautaire.

L'exception notable à cette règle vaut pour les instances qui exercent un mandat confié par une organisation publique ou philanthropique. Par exemple, un comité Québec en Forme ou 123 GO rattaché à une table de quartier serait classé parmi les acteurs philanthropiques.

Domaines du développement social

Développement économique

Dans un contexte de développement social-développement des communautés, le développement économique soutient les évolutions positives dans les changements structurels (industriels, commerciaux, culturels, sociaux, etc.) du territoire de référence. Ces changements peuvent marquer un progrès, permettre l'enrichissement de la communauté et améliorer les conditions de vie des personnes (appauvries).

Éducation

Soutient les moyens et les stratégies (éducation populaire, ateliers de formation, programme de pré-employabilité, etc.) mis en œuvre pour assurer la formation des citoyens (de tous âges) en développant leurs qualités physiques, intellectuelles, sociales et morales, de façon à leur permettre d'affronter leur vie personnelle et sociale et de développer leur plein potentiel.

Logement

Soutient la mise en place de conditions d'organisation (économiques, accessibilité, etc.), et d'espaces (salubres, spacieux, etc.) qui conviennent à la vie personnelle et familiale des résidents du territoire.

Transport

Soutient, dans une perspective de développement durable, le développement des méthodes d'accès au transport pour tous les résidents du territoire de référence (particulièrement les gens qui sont désavantagés sur le plan économique ou qui font face à des défis physiques particuliers) afin que tous jouissent du même accès aux biens, aux services et aux possibilités sociales.

Aménagement /Environnement

Soutient les actions qui consistent à agencer, à organiser, à modifier ou à équiper l'environnement physique des espaces communs (parcs, pistes cyclables, corridors scolaires, etc.) pour les rendre plus pratiques, plus rationnels ou plus agréables et plus sécuritaires pour les résidents de tous les âges.

Sécurité alimentaire

Soutient les évolutions positives dans les améliorations de la disponibilité physique et économique des aliments nutritifs et variés pour tous les résidents du territoire de référence et ce, dans une perspective de pérennité du système alimentaire et de prise en charge citoyenne (qui amène les résidents au-delà de leur rôle de consommateur).

Vie communautaire – vie de quartier

Soutient les projets collectifs qui visent la participation de tous (résidents, organisations, institutions, etc.) au développement de relations sociales positives (cohabitation, cohésion, intégration sociale et culturelle, etc.) et à l'accessibilité aux services pour tous les résidents du territoire de référence.

Instances de concertation

Table

Désigne un mécanisme de concertation souple, quelquefois permanent, de pilotage stratégique d'un enjeu spécifique ou d'un sous-groupe de la population, qui valorise le réseautage et la synergie, se donne une vision globale par des activités diagnostiques, une planification et une évaluation conjointes et par des actions communes ayant un impact sur la qualité et les conditions de vie. Les fonctions des tables sont multiples et s'agencent de manière variable.

Projet collectif

Désigne une action menée par un groupe de plusieurs porteurs de projet formant un collectif de personnes. Les participants à un projet collectif doivent s'acquitter des tâches et fonctions nécessaires à la bonne marche du projet, par exemple, la gestion de la multiplicité des acteurs, la nécessité de construire le collectif, la production et la transmission de valeurs, l'existence de solidarités internes et/ou externes, la construction d'un modèle caractérisé par l'hybridation des ressources, la gestion de la tension entre équilibre financier et finalités sociales.

Organisme avec un mandat de mobilisation

Désigne un organisme public ou un organisme de base qui a pignon sur rue et qui associe des partenaires locaux à ses mandats. Cette invitation à la concertation se veut un moyen de développer en complémentarité avec les autres acteurs du territoire et d'élargir les perspectives d'analyse des enjeux et des domaines du développement social local.

Comité / sous-comité

Désigne un mécanisme créé au sein d'une instance de concertation dont les fonctions peuvent être analogues à son instance de rattachement, ou encore, peuvent être en lien avec les objectifs d'un mandat déterminé par l'instance dont il est dépendant.

Mécanisme ponctuel

Désigne un mécanisme de concertation ayant une durée de vie limitée ayant pour objectif principal la réalisation collective d'une tâche technocratique (par exemple : Analyser et décider des fonds attribués aux projets locaux; avaliser un plan d'action d'une organisation publique PALÉE; politique familiale, etc.

Espaces collectifs du développement social

Démarche collective non-systématisée, soutenue par différents moyens (forum, agora, rencontre citoyenne, etc.), mobilisant un ensemble d'acteurs variés qui poursuivent des objectifs communs d'amélioration par le développement social local par exemple, expression et analyse collective des besoins, la dynamisation ou l'adéquation de l'offre avec la demande, une meilleure articulation avec des actions menées parallèlement, etc..

Tableau I : Le type de structures, les rôles et fonctions et les caractéristiques du partenariat des instances de concertation

	Structure	Rôle	Fonctions	Caractéristiques du partenariat
Table de quartier	Mécanisme structuré et permanent	Forum des acteurs locaux et des thématiques de DS — valorise la synergie et le réseautage	Se donne une vision globale des actions susceptibles d'avoir un impact sur la qualité et les conditions de vie	Intersectorialité Multiréseau
Table sectorielle - thématique	Mécanisme souple à géométrie variable	Pilotage d'une thématique ou sous -groupe	Fonctions diverses et agencées de manière variable	Peu de caractéristiques communes - pas toujours de correspondance avec territoires administratifs - avec quartier sociologique -
Sous-comité	Intégré à un mécanisme existant (table de quartier, table sectorielle, organisme avec mandat)	Exécuter un mandat ou une tâche fournie par l'instance auquel il est rattaché	Fonctions analogues - ou choisies – par l'instance auquel il est rattaché	Déjà associé à l'instance auquel il est rattaché
Projet collectif	Pas de structure établie à l'avance – mise en place selon le projet	Coconstruction, cogestion, coproduction des actions, etc.	Finalités du projet collectif	Actions menées par un groupe ou par un partenaire entouré de plusieurs autres...
Organisme avec mandat	Pas de structure – Instance ponctuelle – Instance circonscrite	Association aux mandats, au projet, aux politiques de l'organisme -	Complémentarité et élargissement de la base d'analyse	Partenariat trié sur le volet ou invité

Types d'actions collectives

Actions collectives permettant un diagnostic local et la priorisation

La problématisation, comme mise en mouvement du processus de traduction, est la définition provisoire du problème ou de la situation par les promoteurs d'un projet ou d'une innovation, identifiant les acteurs concernés, leurs intérêts et les enjeux qui les lient. En plus de positionner les acteurs, la problématisation permet d'identifier les principales controverses qui les divisent, de montrer les points de convergence auxquels ils doivent consentir et les alliances à sceller afin de satisfaire au moins partiellement leurs intérêts⁴.

Dans une perspective de développement social local, la problématisation est un processus d'une très grande complexité rarement documenté de manière exhaustive ou continue. Certains temps forts collectifs témoignent cependant de l'existence de processus de problématisation dans un territoire. Les actions collectives entourant un diagnostic local (Portrait —Sondage —Enquête —Étude, etc.) ou une priorisation des besoins ou des moyens-actions (adoption d'un plan d'action collectif, états généraux de la table de quartier, planification stratégique d'une table sectorielle, etc.) sont deux exemples assez faciles à retracer.

Actions collectives favorisant l'accessibilité des services

De manière générale, on réfère à l'accessibilité par rapport à une difficulté d'accès. Dans une perspective d'action sociale, l'accessibilité a trois vocations : la prévention, le confort d'usage pour tous pour ne pas créer d'exclusion et la compensation pour rendre possible l'autonomie⁵.

Dans une perspective de développement social local, les moyens-actions favorisant l'accessibilité peuvent prendre plusieurs formes et référer à l'emploi, aux logements sociaux, aux services de transport, aux espaces verts, aux espaces de loisirs, aux structures sportives, aux aliments santé, aux commerces du quartier, aux services de proximité, aux autres services locaux, à une information fiable.

Actions collectives favorisant la disponibilité des services

De manière générale, on réfère à disponibilité par rapport au fait de pouvoir rapidement être utilisé ; être disponible à quelqu'un à une difficulté d'accès.

Dans une perspective du développement social local, le développement de l'offre peut vouloir dire offrir des logements salubres, rénovés et sécuritaires, développer des logements sociaux, mettre en place un service de transport adaptés aux besoins, mettre sur pied un marché.

Actions collectives favorisant le développement des compétences (individuelles et collectives)

La compétence est la capacité d'agir avec efficience, initiative, responsabilité, innovation et pertinence dans chaque situation spécifique d'un contexte professionnel donné et de résoudre les problèmes liés à chaque situation en évitant leur réapparition. Agir avec compétence, c'est mobiliser et utiliser, de façon appropriée, ses propres ressources (connaissances, habiletés, savoir-faire, qualités personnelles, culture...) et celles de son environnement (expertise, banques de données, documents...) pour réaliser ses activités professionnelles.

⁴ Bilodeau, A., Chamberland, C., White, D. (2002). L'innovation sociale, une condition pour accroître la qualité de l'action en partenariat dans le champ de la santé publique. *The Canadian Journal of Program Evaluation* Vol. 17 No.2 Pages 59-88.

⁵ Délégation interministérielle aux personnes handicapées, Définition de l'accessibilité, une démarche interministérielle, Paris, septembre 2006, p. 10.

Ainsi décrite, la compétence est situationnelle, cumulative et personnelle⁶. Mais la compétence peut être collective et elle est alors plus que la somme des compétences individuelles. Pour Guy Le Boterf, devant la complexité des situations et des problèmes actuels, on peut de moins en moins être compétent seul. Pour qu'une personne agisse avec compétence, il faut qu'elle agisse non seulement avec ses ressources internes, mais aussi avec des ressources externes. Si les ressources externes n'existent pas, sont de mauvaise qualité, ne sont pas accessibles ou actualisées, la personne perd de sa capacité à agir avec compétence. Il existe donc une relation étroite entre les compétences individuelles et les compétences collectives. Ainsi, si on veut que les personnes agissent avec compétence, il faut non seulement se préoccuper de développer leurs ressources personnelles, mais aussi organiser l'accessibilité à un certain nombre de ressources externes et développer leur capacité à les utiliser.

Traiter la compétence collective sous l'angle de la coopération représente une deuxième porte d'entrée. « On peut systématiquement, pour chaque situation professionnelle qu'une personne doit gérer, déterminer les coopérations clés à mettre en œuvre⁷.

Actions collectives favorisant l'amélioration du milieu de vie

Un milieu de vie est un système dynamique composé d'un noyau central ; le milieu de proximité du citoyen autour de son lieu de résidence (la rue, le carré d'habitation). Il est le plus souvent fréquenté, ce milieu de proximité est toutefois plus petit que le quartier et de nature affective; les relations avec le voisinage, la vie communautaire. Et il est propice au développement d'un sentiment d'appartenance par exemple dans des actions environnementales concrètes qui améliorent le milieu de vie de proximité. Les retombées sont donc perceptibles pour les résidents.

La zone périphérique du milieu de vie d'un citoyen est à géométrie variable. Elle est évolutive en fonction de plusieurs facteurs, en particulier : la complexité du réseau relationnel, la complexité du réseau relationnel, la mobilité, les obligations et les déplacements professionnels, la consommation de loisirs, les caractéristiques socioculturelles et économiques de chaque citoyen⁸.

Dans une perspective de développement social local, l'amélioration du milieu de vie réfère à la fois au milieu de proximité qu'à la zone périphérique de certains groupes ou de certaines zones ciblées.

Actions collectives favorisant l'information, sensibilisation

L'information, c'est la transmission des renseignements, celui qui reçoit s'implique qu'au plan intellectuel. La sensibilisation, c'est aussi la transmission des renseignements, mais l'émetteur a un souci de partage, mais aussi de question éthique et politique et celui qui reçoit doit avoir une forme d'ouverture intellectuelle sur les enjeux et sur les responsabilités qui en découlent. La conscientisation, c'est la recherche de la participation des destinataires à l'analyse et à la recherche de solutions ; une interpellation éthique et politique. Pour celui qui reçoit, c'est la réception et l'ouverture intellectuelle, mais aussi la formalisation de l'implication concernant la domination et l'émancipation⁹.

Dans une perspective de développement social local, les moyens-actions les favorisant peuvent être collectifs ou individuels, orientés vers un secteur ou un sous-groupe en particulier, mais ils ont en commun d'avoir une fonction de liaison et d'échange entre les instances de concertation et les interlocuteurs ciblés.

⁶ L'enjeu du développement des compétences Boivin, S., Albert, L. Unité de Santé Internationale Université de Montréal - CHUM Juin 2005

⁷ Revue Virage; Instruire Socialiser Qualifier Ensemble, Ministère de l'éducation MELS VOL. 8, N° 1 — OCTOBRE 2005

⁸ Source : Le milieu de vie comme point d'ancrage pour l'éducation relative à l'environnement : réalité ou chimère ? ÉDUCATION RELATIVE À L'ENVIRONNEMENT, Vol. 5, 2004-2005 pp.89-95

⁹ Sources site internet de l'Atelier de pédagogie sociale Le grain <http://www.legrainasbl.org/Information-sensibilisation> consulté le 7 décembre 2009.

Actions collectives favorisant le développement et l'harmonisation des politiques publiques

De manière générale, le développement et l'harmonisation des politiques publiques sont perçues comme une stratégie exosystémique et macrosystémique complexe qui requiert un examen complet de la façon dont la politique, nouvelle ou modifiée, sera intégrée sur le plan de la politique, de la réglementation et des programmes, etc. L'harmonisation doit être verticale et horizontale, c.-à-d. qu'elle doit correspondre au modèle d'application et être compatible avec les politiques des autres gouvernements ou ministères qui ont des mandats semblables ou qui se chevauchent, qui desservent les mêmes régions géographiques ou les mêmes intervenants clés¹⁰.

Dans une perspective de développement social local, les moyens-actions qui favorisent le développement et l'harmonisation des politiques publiques s'articulent principalement autour des leviers locaux de ces politiques, réglementations et programmes (plan d'action de la politique familiale, plan de transport, plan d'action ministériel, etc.).

Actions collectives favorisant la participation citoyenne

L'exercice et l'expression de la citoyenneté active et engagée est souvent décrite sous trois dimensions : La participation politique au processus électoral, la participation démocratique aux débats dans l'espace public, la participation sociale ou civique aux instances de base de la société civile, par l'action des mouvements sociaux et associatifs (au plan macro-social) ou des communautés locales¹¹.

Ces trois dimensions sont enchâssées dans les objectifs de développement social local. Les moyens-actions mis en œuvre pour atteindre ces objectifs s'articulent autour de la prise en charge et de la capacité d'agir des citoyens et des communautés

Actions collectives favorisant le développement de la mobilisation

Une mobilisation collective a pour but de changer une situation sociale, en un sens favorable au groupe, selon ses valeurs et ses motivations. Se mobiliser, c'est associer ses capacités et son énergie à celles d'autres personnes en vue d'obtenir un résultat positif collectif. Les mobilisations collectives témoignent d'une conscience collective de ceux qui y participent, et d'une constitution des identités sociales¹².

Les formes de mobilisation collectives sont multiples, il est impossible de les énumérer. Il en est de même pour les moyens-actions qui favorisent le développement de la mobilisation dans un domaine du développement social.

Raisons sous-jacentes aux actions ou à la mise en place des instances de concertation

Émergence locale

Action ou instance qui résulte d'une initiative de la concertation locale.

Logique descendante

Action ou instance qui résulte d'une demande extérieure à la concertation locale, en lien avec une demande des bailleurs de fonds.

¹⁰ Site internet de l'Agence de la santé publique du Canada consulté le 7 décembre 2009 <http://www.phac-aspc.gc.ca/index-fra.php>

¹¹ Source : Thibault et al, 2000, pour le Conseil de la santé et du bien-être in Site internet Collectif quartier consulté le 6 décembre 2009

¹² Source : Site internet : <http://www.brises.org> [BRISES](http://www.brises.org). Banque de Ressources Interactives en Sciences Économiques et Sociales consulté le 6 décembre 2009

Origine mixte

Action ou instance qui résulte de la rencontre entre une initiative de la concertation locale et une demande extérieure en lien avec les bailleurs de fonds.

Programmes et initiatives de mobilisation des communautés documentés dans les portraits et présentés dans la version en vigueur en 2009-2010

Initiative montréalaise de soutien au développement social local

Financée par la Ville de Montréal, la Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal (ASSSM) et Centraide du Grand Montréal

« L'Initiative montréalaise de soutien au développement social local a pour but l'amélioration de la qualité et des conditions de vie de la population montréalaise dans les domaines de la vie sociale et communautaire, la santé, l'aménagement urbain, l'environnement, l'éducation, l'économie, l'habitation, le transport, la sécurité, l'emploi, la sécurité alimentaire, la culture, les sports et les loisirs. Pour ce faire, elle accorde un soutien financier à des OBNL mandataires pour : promouvoir et soutenir la participation des divers acteurs (y compris les citoyennes et les citoyens) dans une démarche collective ; contribuer à la mise au point d'actions concertées en développement social local entre les partenaires (organismes, organisations, citoyennes et citoyens) issues de divers secteurs et réseaux d'intervention. »¹³ La subvention accordée permet de soutenir un mécanisme structuré et permanent de concertation intersectorielle et multiréseau en développement social sous la forme d'une table locale de concertation.

SIPPE, composante création d'environnements favorables - Services intégrés en périnatalité et pour la petite enfance à l'intention des familles vivant en contexte de vulnérabilité

Financé par la Direction de santé publique (ASSSM)

Programme qui s'articule selon deux composantes complémentaires: l'Accompagnement des familles (AF) et la Création d'environnements favorables (CEF). En fonction d'une approche écologique, ces deux composantes concourent à agir à plusieurs niveaux dans l'optique de favoriser le développement et l'adaptation sociale des enfants de -9 mois à 5 ans vivant en contexte de vulnérabilité et de réduire les inégalités sociales de la santé. La composante CEF s'adresse quant à elle à l'ensemble des familles et vise spécifiquement les conditions et milieux de vie d'une communauté par le truchement, notamment, de l'action intersectorielle locale, régionale et nationale. Le renforcement du pouvoir d'agir des personnes et des communautés apparaît enfin comme une stratégie clé et transversale aux deux composantes des SIPPE¹⁴.

¹³ Ville de Montréal, Direction de santé publique de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, Centraide et Coalition montréalaise des tables de quartier, *Initiative montréalaise de soutien au développement social local, Orientations et paramètres de gestion et d'évaluation*, 2006, p. 9.

¹⁴ Beausoleil Maude, document de travail, Cadre de référence en DS/DC, Direction de santé publique, p.25 à partir du cadre de référence SIPPE, MSSS, 2004.

Écoles et milieux en santé (ÉMES) : volets milieu et prévention des toxicomanies

Financé par la Direction de santé publique (ASSSM)

Cette mesure vise à soutenir, dans les territoires des installations de CLSC, les initiatives de concertation locale qui favorisent les collaborations entre le milieu communautaire, le secteur de la santé et le secteur scolaire en lien avec la prévention des problèmes suivants : le décrochage scolaire, la violence, l'oisiveté et la délinquance ainsi que les dépendances (alcool et drogues). Il s'agit des Plans intersectoriels Jeunesse, du Fonds de soutien à l'action intersectorielle Volet A, des Actions communautaires intersectorielles et du Programme régional de promotion de la santé et de prévention des toxicomanies

Prévention des infections transmises sexuellement et par le sang—ITSS

Financé par la Direction de santé publique (ASSSM)

L'objectif de cette mesure est de réduire les facteurs de vulnérabilité dans les groupes les plus à risque en :

- Soutenant les initiatives visant l'inclusion des personnes marginalisées et la cohabitation sociale tels les projets axés sur l'empowerment et l'insertion des personnes, sur l'exercice de la citoyenneté, sur les regroupements d'usagers de drogues pour la défense de leurs droits (notamment à la santé), sur la médiation sociale et sur la sensibilisation des communautés aux réalités des personnes marginalisées ;
- Renforçant l'action communautaire pour développer et consolider les partenariats sectoriels (réseau de la santé et communautaire) et intersectoriels (Ville, sécurité publique, autres ministères ou institutions publiques) visant l'amélioration des conditions de vie des personnes vulnérables, de même que le développement de milieux favorables à la santé et pour influencer les politiques publiques.

Un environnement urbain favorable à la santé – Quartiers 21

Financé par la Ville de Montréal- Direction de santé publique (ASSSM) -Santé Publique Canada

Conjointement avec la Ville de Montréal et l'Agence de santé publique du Canada, soutenir la promotion, l'implantation et l'évaluation de projets de Quartiers 21 dans des quartiers montréalais et permettre ainsi l'application au niveau local des principes de l'Agenda 21 en développement durable.

Un environnement urbain favorable à la santé – Aménager des quartiers durables

Financé par la Direction de santé publique (ASSSM)

Soutenir des initiatives de quartier :

- Visant à diminuer les risques de violence et d'agression envers les groupes vulnérables par l'aménagement du milieu ;
- Favorisant le transport actif, le transport collectif et la sécurité des déplacements par des aménagements qui améliorent la densité, la mixité des fonctions, la proximité des services, la sécurité et la connectivité des réseaux de transport et des voies de déplacement.

Programme de soutien au développement de la sécurité alimentaire

Financé par la Direction de santé publique (ASSSM)

Ce programme propose une approche de mobilisation pour le renforcement de la capacité d'agir des communautés sur les conditions favorables à une saine alimentation, et ce, dans une perspective de réduction des inégalités et de développement durable. Les objectifs poursuivis sont :

- Améliorer l'accès aux aliments santé, plus spécifiquement aux fruits et légumes frais, en priorisant les secteurs défavorisés et mal approvisionnés.
- Mobiliser les citoyens et les acteurs locaux pour l'identification et l'implantation de solutions durables afin d'améliorer l'accès aux aliments santé.
- Assurer la complémentarité des activités reliées aux enjeux alimentaires locaux et ce, dans une perspective de développement durable (transmission de connaissances et d'habiletés culinaires, offre des commerces, liens avec les producteurs, aménagement urbain, transport, lobbying sur le revenu, le logement, etc.).

Initiative 1, 2, 3 GO!

Financée par Centraide du Grand Montréal

« 1, 2, 3 GO! est une initiative communautaire ralliant parents, citoyens, intervenants et décideurs provenant de tous les horizons, afin de mettre en commun leurs rêves, leurs idées et leurs ressources pour créer autour des enfants un milieu stimulant, bienveillant et chaleureux. L'objectif est de donner aux tout-petits le meilleur départ possible dans la vie. Six principes directeurs sont au cœur des actions menées :

- Promouvoir l'offre d'activités et de services de qualité.
- Promouvoir diverses formes de soutien aux parents.
- Favoriser l'engagement des parents.
- Promouvoir diverses stratégies de démarchage.
- Promouvoir la concertation.

Conformément à ces principes directeurs, il appartient à chacun des voisinages 1, 2, 3 GO ! de définir les moyens pour atteindre cet objectif. »¹⁵

Année de transition en 2009-2010 et poursuite du soutien financier par Avenir d'enfants :

« Avenir d'enfants est un organisme à but non lucratif qui fournit un soutien aux communautés locales engagées dans le développement global des enfants âgés de cinq ans et moins vivant en situation de pauvreté afin que chacun d'eux ait toutes les chances d'avoir un bon départ dans la vie. Créé à l'initiative conjointe du gouvernement du Québec et de la Fondation Lucie et André Chagnon, Avenir d'enfants a pour mission d'offrir un accompagnement et un soutien financier aux actions concertées et aux projets élaborés par les communautés ». ¹⁶

Accessibilité

Financé par Centraide du Grand Montréal

« Les projets Accessibilité du réseau de Centraide visent à améliorer l'accessibilité aux services et ressources offerts dans les quartiers à la population défavorisée et immigrante et aux citoyens issus des communautés culturelles. Ils créent des lieux de rencontres, promeuvent l'adaptation de l'intervention des organismes aux nouvelles réalités culturelles, facilitent la concertation des acteurs du quartier touchés par la problématique, révisent le portrait de leur milieu en fonction des changements encourus, encouragent les relations harmonieuses dans le

¹⁵ Centraide du Grand Montréal, Répertoire des organismes et des projets 2008-2009, p. 14.

¹⁶ Source : Site internet Avenir d'enfants consulté le 23 mai 2012.

quartier en permettant le rapprochement interculturel, combattent l'exclusion des jeunes des communautés culturelles, favorisent l'ouverture envers la société d'accueil et évitent les conditions suscitant le phénomène de gang ». ¹⁷

Saines habitudes de vie : Mode de vie physiquement actif et saine alimentation

Financé par la Fondation Lucie et André Chagnon et par le Gouvernement du Québec

La Société de gestion du Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie créée suite à l'entente entre le gouvernement du Québec et la Fondation Chagnon a confié le mandat à Québec en forme de soutenir et d'accompagner les communautés locales qui décident de travailler collectivement à la planification, la mise en œuvre et l'évaluation d'un plan d'action concertée autour des saines habitudes de vie, notamment en mode de vie physiquement actif et en saine alimentation. En vertu du mandat qui lui est confié par la Société de gestion, Québec en forme se donne comme mission de contribuer à favoriser, par le soutien de projets de mobilisation de communautés locales, l'adoption et le maintien d'une saine alimentation et d'un mode de vie physiquement actif chez les jeunes québécois de la naissance à 17 ans inclusivement. ¹⁸

Revitalisation urbaine intégrée-RUI

Financé par la Ville de Montréal

Les objectifs de la Revitalisation urbaine intégrée sont :

- Développer une offre de services publics (municipaux et gouvernementaux) plus complète et mieux adaptée aux besoins des personnes défavorisées.
- Améliorer le milieu physique, notamment à l'aide de programmes ou projets en matière d'habitation, d'aménagement urbain, d'infrastructures, d'espaces verts et d'équipements collectifs.
- Encourager le dynamisme économique local.
- Réduire les impacts générés par les problématiques sociales.
- Améliorer la sécurité et le sentiment de sécurité dans les secteurs visés.
- Encourager la participation sociale, notamment en augmentant le pouvoir des personnes défavorisées sur leurs propres conditions de vie.
- Favoriser une cohabitation plus harmonieuse entre les résidents des secteurs visés.
- Encourager l'innovation dans les façons de faire pour lutter efficacement contre la pauvreté et l'exclusion sociale. ¹⁹

Contrat de ville - entente Ville de Montréal et ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale : Volet lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Financé par la Ville de Montréal et ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale du Québec (MESS)

Objectifs :

- Aider les personnes les plus démunies à s'insérer dans leur milieu et les soutenir dans leur démarche d'intégration.
- Diminuer l'impact des problématiques sociales propres à une grande ville (ex. : itinérance, prostitution, toxicomanie).

¹⁷ Centraide du Grand Montréal, Répertoire des organismes et des projets 2008-2009, p. 14.

¹⁸ Source; Site internet Québec en forme consulté en décembre 2008.

¹⁹ Savard Jacques, Ville de Montréal, Direction de la diversité sociale, texte 27 octobre 2008.

- Offrir aux jeunes des alternatives à la sécurité du revenu en tenant compte de la composition ethnoculturelle de la population.
- Agir dans des zones d'intervention prioritaires selon une approche locale et concertée en mettant de l'avant des projets favorisant l'accès à une alimentation décente, une formation adéquate, des logements abordables, des services sociaux et de santé adaptés et des activités de sports, de loisirs et culturels appropriés.

Les projets doivent être issus d'une concertation locale et mobiliser le milieu, les individus et les partenaires.²⁰

²⁰ Ville de Montréal, Direction de la diversité sociale, Balises concernant le volet lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale du Contrat de ville 2003-2007, p. 1-3, 2008.

*Agence de la santé
et des services sociaux
de Montréal*

Québec 